

*l'Anti*capitaliste

n°610 | 7 avril 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

L'URGENCE ANTICAPITALISTE



NOS VIES VALENT PLUS

QUE LEURS PROFITS

VOTEZ PHILIPPE POUTOU

OUVRIER LICENCIÉ, CANDIDAT ANTICAPITALISTE



Par JULIEN SALINGUE

Poutine, le bourreau de Bucha

La ville de Bucha, en périphérie de Kiev, était occupée depuis le 27 février lorsque les troupes russes s'en sont retirées en fin de semaine dernière. Les images qui ont été tournées et diffusées après le départ des troupes montrent qu'un véritable massacre y a été commis, avec des centaines de corps de civils dans les rues, laissés à l'abandon : hommes, femmes, enfants, personnes âgées. Un acte particulièrement barbare, qui suscite une légitime indignation et qui devrait faire taire pour de bon les pseudo-anti-impérialistes qui nous répètent depuis des semaines que Poutine serait un « moindre mal ».

Les scènes de désolation dans les rues de Bucha font penser à d'autres images : à Gaza, en Irak, en Syrie, au Yémen... Partout où les puissances impérialistes et/ou leurs alliés régionaux frappent militairement, c'est la population civile qui trinque. Et lorsque cette population résiste, ne serait-ce qu'en refusant d'obéir aux troupes d'occupation, on le lui fait payer. L'objectif ? Terroriser la population dans son ensemble. La punir de ne pas se soumettre docilement. Lui faire passer définitivement le goût de la révolte, de la résistance. Quitte à massacrer, torturer, mutiler, sans aucun autre but que de semer l'effroi.

L'indignation qu'a soulevée le massacre de Bucha est, disions-nous, évidemment légitime. Comment, en effet, ne pas être révolté face aux images qui nous sont parvenues de ces centaines de civils, désarmés, tués d'une balle à l'arrière de la tête par la courageuse armée du dictateur Poutine ? Mais ce massacre est malheureusement la partie émergée de l'iceberg : la sale guerre de Poutine en Ukraine a déjà fait des milliers, probablement des dizaines de milliers de morts, et les difficultés auxquelles l'armée russe est confrontée servent de prétexte pour flatter et encourager les plus bas instincts des troupes d'occupation. Comme tous les bourreaux des peuples, Poutine n'a aucune forme de considération pour les vies humaines. Comme toutes les guerres impérialistes, l'intervention russe en Ukraine est une catastrophe pour la population. Il est plus que temps d'en finir avec la barbarie de ce monde : en développant la solidarité avec les UkrainienEs face à la guerre de Poutine ; en soutenant celles et ceux qui, en Russie, se battent courageusement contre le régime ; en défendant la perspective d'une vaste mobilisation internationale contre la guerre en Ukraine et, au-delà, contre toutes les guerres et contre la fuite en avant militariste qui nous promet toujours plus de sang et de larmes.

BIEN DIT

De l'élémentaire au supérieur, c'est bien une véritable politique d'iniquité des chances qui se déploie au détriment de l'ensemble des élèves issus des milieux populaires. [...] Au vu de la composition sociale de la représentation nationale et du parcours scolaire de nos dirigeants, dont beaucoup sont passés par l'enseignement privé, l'héritocratie a encore de beaux jours devant elle. Et la tartuferie, aussi.

FABIENNE FEDERINI (docteure en sociologie), liberation.fr, 1^{er} avril 2022.

Cette élection s'annonce désastreuse. Alors qu'en janvier, on pouvait espérer que la campagne allait être bousculée par les manifestations dans l'éducation nationale ou contre la privatisation des transports, ces mobilisations ont été effacées par la poursuite de la pandémie puis par le bruit des bombes en Ukraine. Macron et Le Pen font la course en tête, et le danger d'une possible victoire de l'extrême droite est là. Cette élection marque une nouvelle étape dans la construction d'une issue autoritaire et réactionnaire, avec la possibilité de reconstitution autour de Zemmour et de son projet fasciste. Macron prétend être un rempart à l'extrême droite, alors qu'après son quinquennat elle n'a jamais été aussi forte. Ce n'est pas dans l'élection que se joue le rapport de forces, car le mal sera fait : l'extrême droite a un socle de 30 % et, si on échappe au pire, c'est la droite macroniste qui va très certainement gagner cette élection.

Face à l'élection la plus antidémocratique

Les institutions de la 5^e République veulent nous faire croire que l'enjeu essentiel est de savoir quelles personnalités arriveront en tête du premier tour, escamotant les enjeux de moyen terme et les projets politiques. Alors que l'avenir de l'humanité est en jeu avec la crise climatique et les guerres, que les institutions montrent leur caractère particulièrement antidémocratique, le fétichisme de l'élection conduit à se focaliser sur la question de comment modifier à la marge ce qu'il faudrait bouleverser.

Des mobilisations de ces dernières années, notamment celles des Gilets jaunes et contre la réforme des retraites, il reste heureusement une grande défiance envers le personnel politique, et la légitimité du président élu sera encore plus faible qu'après le scrutin de 2017. Les solutions à la crise globale du système ne peuvent être que radicales. La crise climatique nécessite de réquisitionner les grandes entreprises de l'énergie, des transports, de planifier l'économie pour atteindre une sobriété énergétique et stopper les productions inutiles. Le chômage nécessite de partager le temps de travail, drastiquement, à 32 heures par semaine immédiatement. La pauvreté montante impose d'augmenter les revenus de 400 euros, avec un

L'affaire McKinsey, du nom du cabinet de conseil US auquel le gouvernement a eu largement recours et qui n'a payé aucun impôt sur les sociétés depuis au moins dix ans, dévoile en effet un projet de dissolution de l'État et de ses missions d'intérêt général au profit des intérêts privés.

McKinsey : une affaire avant tout politique

La commission d'enquête du Sénat relève l'opacité des règles de passation des marchés publics et parle d'un recours « tentaculaire » de l'État aux cabinets de conseil. Les chiffres, tenant compte d'un échantillon de 44 agences et issus d'une étude spéciale de la direction du Budget, sont effrayants. Les dépenses de conseil de l'État ont plus que doublé en passant de 379 millions en 2018 à 893 millions d'euros en 2021. En pleine crise sanitaire et alors que

À la Une

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

Urgence anticapitaliste : votons Philippe Poutou !

Il ne reste que quelques jours avant le premier tour de la présidentielle pour exprimer, le plus fortement possible, grâce à la candidature de Philippe Poutou, la nécessité d'un combat unitaire et d'une rupture avec le capitalisme.

revenu minimum de 1800 euros net. Pour accueillir les migrantEs quelle que soit leur origine, il faut ouvrir les frontières et défendre la liberté de circulation et d'installation.

Des mobilisations de masse sont nécessaires

Construire des mobilisations de masse contre la classe dominante est un point déterminant : on ne reconstruira pas une représentation des exploités sans en passer par des luttes entre les classes, des luttes qui produisent une élévation de la conscience.

Dans cette élection, les candidatEs ont peu attaqué Macron car ils ont concentré leurs attaques contre leurs concurrents pour l'accès au deuxième tour. Et à gauche, on préfère taper sur les autres candidats plutôt que de focaliser sur le combat contre la politique des classes dirigeantes, contre Macron, la droite extrême et l'extrême droite...

La candidature de Philippe Poutou ne s'oppose pas aux autres candidatures de gauche, elle souhaite, pour reprendre la formule du *Manifeste du Parti communiste*, être la plus déterminée, celle qui stimule toutes les autres, avec un programme de rupture réelle avec le capitalisme, et avec des propositions de front unique contre la bourgeoisie. Des points d'appui existent pour tracer le chemin d'un affrontement politique avec le système. Avec cette non-campagne, nous pouvons dénoncer l'illégitimité d'un scrutin particulièrement antidémocratique, la nécessité d'une rupture avec la 5^e République et la fonction présidentielle, et pour des changements radicaux permettant la participation populaire à la vie politique (assemblées décisionnelles

LE SEUL VOTE UTILE...



C'EST LE VOTE ANTICAPITALISTE!

sur les lieux de vies et de travail, révocabilité des éluEs et limitation de leur rémunération, etc.). Les annonces de Macron sur les retraites provoquent une colère saine sur laquelle il faut s'appuyer pour construire rapidement une mobilisation de masse. Face à la droite et l'extrême droite, les manifestations et autres rencontres antifascistes montrent la possibilité de construire un mouvement nationale antifasciste unitaire pour faire face à la montée de ce danger mortel. La mobilisation en Corse contre le colonialisme français, contre la répression policière, est un exemple à populariser pour lutter contre notre propre impérialisme et défendre les droits démocratiques, dont le droit à l'autodétermination...

« Voter utile », voter Poutou !

Il y a bien d'autres points à avancer, pour interpeller les autres courants

et pour reconstruire les luttes du mouvement ouvrier. Faire croire, comme le disent Mélenchon et La France insoumise, que la clé de la situation serait son accession au second tour, c'est participer à la mystification que constitue la présidentielle. Par ailleurs, il n'y a pas de « sauveur suprême » et, quelle que soit l'issue annoncée, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes, les mobilisations et l'organisation de notre camp social.

Mélenchon n'est pas notre adversaire, mais le vote Poutou est le meilleur moyen pour faire entendre la colère contre le système et défendre des solutions radicales, anticapitalistes, pour regrouper et donner confiance à celles et ceux qui veulent construire une perspective unitaire, internationaliste, s'appuyant sur les luttes et l'auto-organisation.

Le vote Poutou permettra à toutes celles et tous ceux qui, en particulier chez les jeunes et les salariéEs, partagent ces idées et ces perspectives, de le faire savoir. Plus le nombre de voix qui se porteront sur la candidature de Philippe Poutou sera important, plus le sentiment d'isolement qui peut exister, chez celles et ceux qui tentent de résister, se réduira, et plus notre camp pourra reprendre confiance en lui, en sa force et en ses capacités d'agir collectivement pour transformer les choses. Et plus nous aurons de force pour poser la perspective de la nécessaire construction d'un outil, un parti pour les exploités, une gauche de combat, unitaire, anticapitaliste et révolutionnaire.

Il nous reste quelques jours pour convaincre et gagner des voix : diffusions de tracts, collages d'affiches, discussions, porte-à-porte. On y va, toutes et tous ensemble !

« CABINETS DE CONSEIL » L'Affaire McKinsey et l'État à l'ère du capitalisme néolibéral

Alors que le candidat-président attendait sereinement de franchir la ligne d'arrivée au second tour de l'élection présidentielle, le récent rapport du Sénat, révélant les dépenses publiques faramineuses liées au recours à des cabinets de conseil privés de la part du gouvernement en place, devient un sujet politique central dans la campagne.

les fermetures des lits d'hôpital se poursuivaient, les cabinets de conseil privés se gointraient d'argent public. Deux poids deux mesures : on réduit l'argent quand il va aux populations (plans sociaux, délocalisations, dérèglementations, réduction des masses salariales, perte du pouvoir d'achat, plans d'austérité dans l'école et la santé...) et on dépense un « pognon de dingue » pour engraisser des cabinets de conseil stratégique.

Si Macron, ne pouvant pas cacher sa fébrilité, se défend derrière la prétextuelle « légalité » de ces prestations, la question reste éminemment politique.

Opacité et jeux d'influence

Pour la mission de McKinsey sur l'avenir du métier d'enseignant (496 800 euros pour un colloque finalement annulé), le cabinet demande expressément que son nom n'apparaisse pas dans les documents tandis

que, dans le cadre de certaines prestations rendues pour le ministère de la Santé et de la Solidarité, le cabinet apposait lui-même le tampon de l'administration !

Un autre élément d'opacité est constitué par la dynamique régulière et automatique de l'échange entre les cabinets de conseil et le pouvoir qui comprend également l'offre de mission gratuite (pro bono). Les deux principaux bénéficiaires de ces interventions

Un monde à changer

DISSOLUTION DU GALE: TOUJOURS PLUS POUR LES FLICS, TOUJOURS MOINS POUR NOS LIBERTÉS.

Dans son combat pour s'attirer la sympathie de l'extrême droite et de la police, Gérard Darmanin a profité de la loi contre le séparatisme pour permettre la dissolution des groupes qui provoquent non plus uniquement à des manifestations armées mais aussi à des « agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens ». Dernier exemple en date avec le Groupe antifasciste Lyon et environs (GALE), officiellement dissout par le gouvernement la semaine dernière.

Dans un dossier « à la Tarnac », le ministre de l'Intérieur cumule les différentes manifestations ayant tourné en affrontement avec les flics en fin de manif, cas trop fréquent depuis que la doctrine de la police est de venir au contact des manifestantEs, avec les violences des fachos à Lyon (lors des réaction au saccage de la Plume

Noire...) pour les attribuer au GALE et en faire LE groupe violent de Lyon et donc de le dissoudre, du jamais vu à gauche depuis Action directe!

Surtout, Gérard Darmanin reproche au GALE ses propos sur le « racisme d'État » ou appelant à « supprimer la police considérée comme représentante d'un système raciste et violent ». Comme lorsque Philippe Poutou rappelle que la police tue, Gérard Darmanin monte au créneau pour défendre sa police sans se soucier de piétiner la liberté de manifester, la liberté d'association ou la liberté d'expression.

Et tout cela à quelques jours du premier tour de la présidentielle, dans le droit fil d'un premier quinquennat plus antisocial et autoritaire que jamais!

Non à l'arbitraire du ministre de l'Intérieur! Non à la dissolution du GALE! Oui à l'antifascisme militant!

Défendons la liberté d'association et de critiquer la police!

« CAPITALISME VERT » Les banquiers mentent sur le financement des combustibles fossiles

Un article de « Climate & Capitalism », publié le 31 mars 2022; traduction rédaction À l'Encontre.

Malgré leurs promesses de réduction, les plus grandes banques du monde injectent des milliers de milliards dans le pétrole, le gaz et le charbon.

4 600 milliards de dollars dans les énergies fossiles

Le 13^e rapport annuel *Banking on Climate Chaos* met en évidence la disparité flagrante entre les engagements publics pris par les plus grandes banques du monde en faveur du climat et la réalité du financement de l'industrie des combustibles fossiles. Pour être franc, lorsque les grandes banques ont promis de réduire le financement du pétrole, du gaz et du charbon, elles ont menti.

Au cours des six années qui ont suivi l'adoption de l'Accord de Paris (2015-2016), les 60 plus grandes banques privées du monde ont financé les combustibles fossiles à hauteur de 4 600 milliards de dollars, dont 742 milliards pour la seule année 2021. Les chiffres du financement des combustibles fossiles en 2021

sont restés au-dessus des niveaux de 2016, lorsque l'Accord de Paris a été signé. Est particulièrement importante la révélation selon laquelle les 60 banques dont le profil figure dans le rapport ont canalisé 185,5 milliards de dollars rien que l'année dernière dans les 100 entreprises qui font le plus pour développer le secteur des combustibles fossiles.

L'analyse mondiale la plus complète à ce jour sur le financement des combustibles fossiles a été rédigée par Rainforest Action Network, BankTrack, Indigenous Environmental Network, Oil Change International, Reclaim Finance, Sierra Club et Urgewald. Elle est approuvée par plus de 500 organisations de plus de 50 pays du monde entier.

Le financement des combustibles fossiles reste dominé par quatre banques étatsuniennes, JPMorgan Chase, Citi, Wells Fargo et Bank of America, représentant ensemble un quart de tous les financements de combustibles fossiles identifiés au cours des six dernières

années. JPMorgan Chase reste le pire financeur du chaos climatique au monde. JPMorgan Chase, Wells Fargo, Mizuho, MUFG (Mitsubishi UFJ Financial Group) et cinq banques canadiennes ont augmenté leurs financements fossiles de 2020 à 2021.

Vers la catastrophe

Le rapport comprend une chronologie qui montre comment les banques qui ont rejoint la Net-Zero Banking Alliance (NZBA, qui fait partie de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero) l'année dernière ont simultanément financé certaines des entreprises pétrolières et gazières dont l'expansion est des plus flagrante, contribuant potentiellement à enfermer la planète dans des décennies d'émissions réchauffant le climat. Immédiatement après le lancement de la NZBA, en avril 2021, de nombreuses banques signataires ou en passe de l'être se sont engagées dans d'énormes transactions allant totalement contre l'objectif « net zéro ». On peut noter :

– mai 2021 : 10 milliards de dollars à Saudi Aramco (Citi, JPMorgan

Chase), 1,5 milliard de dollars à Abu Dhabi National Oil Co. (Citi) – juin 2021 : 12,5 milliards de dollars à QatarEnergy (Citi, JPMorgan Chase, Bank of America, Goldman Sachs) – août 2021 : 10 milliards de dollars à ExxonMobil (Citi, JPMorgan Chase, Bank of America, Morgan Stanley).

Sur les 44 banques de ce rapport qui se sont actuellement engagées à financer des émissions « nettes nulles » d'ici 2050, 27 n'ont toujours pas de politique significative de non-expansion pour l'industrie des combustibles fossiles.

Les plus grands climatologues du monde ont conclu que les réserves existantes de combustibles fossiles contiennent plus qu'assez de pollution par le carbone pour rompre notre « budget carbone » restant et faire passer le monde au-delà de 2 degrés Celsius de réchauffement – sans mentionner l'objectif de 1,5 degré fixé par l'Accord de Paris – et de la catastrophe climatique que cela implique.

Ian Angus

pro-bono sont l'Elysée, pour les sommets Tech for good (McKinsey), Chose France (Boston Consulting Group) et l'initiative Scale-up Europe (Roland Berger), et Bercy, sur l'attractivité économique de la France (McKinsey) et les études sectorielles sur la filière aéronautique (Deloitte), les véhicules électriques (Sia Partners) ou l'industrie (Roland Berger et KPMG).

Une enquête récente de *Mediapart* indique que cette stratégie s'est notamment déployée en offrant des prestations pro bono à Emmanuel Macron lorsqu'il était ministre de l'Économie (2014-2016). Au même moment, plusieurs membres du département « secteur public » de McKinsey ont participé, toujours dans le cadre de missions gratuites, au lancement d'En Marche¹.

Cela est d'autant plus problématique car les cabinets sont à l'initiative d'études et analyses qui visent à influencer les politiques publiques



sur lesquelles ils vont ensuite tirer des profits à partir de missions rémunérées. Cela inflige une double peine à la population : celle de l'orientation néolibérale des politiques propulsées par ces cabinets et celle du pillage des caisses publiques au moyen du transfert des richesses au privé.

L'enquête jette aussi le doute, confirmé par la commission d'enquête du Sénat, sur la qualité et la rigueur des travaux facturés à l'État dans le cadre des missions de conseil stratégique ce qui se heurte à la rhétorique macroniste autour du primat du privé en matière d'innovation et d'efficacité.

Derrière le scandale, un véritable projet idéologique

Si toute campagne électorale qui se respecte s'accompagne désormais de ses affaires et de leurs stratégies de médiatisation, celle-ci semble être particulièrement intéressante car révélatrice d'une politique, d'une idéologie et d'une conception spécifique de l'État portées par le macronisme.

Que reste-t-il en effet de l'État et de son rôle de régulateur quand des cabinets de consulting privés orientent les politiques, établissent les modalités de mise en œuvre du

démantèlement de ses services et en aspirent les ressources ?

Cette affaire rend explicite l'imbrication de l'État et du capital, la façon dont le marché s'immisce dans l'ensemble des sphères de l'État et de la société en imposant partout ses propres lois.

Ce n'est pas étonnant d'ailleurs que, pour Macron et les siens, cela va de soi, c'est tout à fait normal car ce système s'inscrit dans le projet idéologique de la start-up nation où l'État fusionne avec l'entreprise capitaliste.

Ils ont beau voler nos slogans, ils ne pourront jamais s'approprier complètement notre force, celle du travail, de la production sociale des richesses et du collectif. Plus que jamais, nos vies valent plus que leurs profits!

Hélène Marra

1 – Sarah Brethes et Antton Rouget, « Prestations offertes et jeux d'influence : révélations sur McKinsey et Emmanuel Macron », *Mediapart*, 31 mars 2022.

Le chiffre 3 ans

C'est le temps maximum qu'il reste, d'après le dernier rapport des experts climat de l'ONU, pour inverser la courbe des émissions de gaz à effet de serre, principales responsables du changement climatique, si nous voulons conserver un monde vivable.



Agenda

Judi 7 avril, manifestation et rassemblement festif contre la commercialisation de la santé et du médico-social en Europe, Paris.

À 14 h 30, place de la Bastille vers place de la République (voir article page 8).



Samedi 9 avril, marches pour le futur – pour la justice, le climat, l'égalité et la paix. Grenoble: 14 h – parc Paul-Mistral, Toulouse: 14 h – prairie des Filtres, Mulhouse: 11 h – clinique du Diaconat Roosevelt...

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Le débat ambiant
a fini par faire
oublier ce qu'était
l'extrême droite.

EMMANUEL MACRON, 31 mars 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BRÉSIL Face à la hausse du coût de la vie, soutenir les grèves et construire la journée du 9 avril

Pour la majorité de la population au Brésil, la vie est devenue de plus en plus difficile. L'inflation de ces derniers mois, ajoutée au chômage et à la précarité, a transformé les activités quotidiennes de base de toutes en véritables luttes quotidiennes pour la survie.

Manger est le principal défi. La hausse des prix a touché presque tous les articles et produits, comme le riz, le pain, le café, les oignons et les carottes, qui, à Fortaleza (État du Ceará dans le Nordeste), ont augmenté de 334% en un an. En conséquence, pour 38% des chômeurs, la quantité de nourriture disponible à la maison n'a pas été suffisante.

Des grèves dans de nombreux secteurs

Le coût de la vie s'est également aggravé en raison de l'augmentation des prix du carburant, des bonbonnes de gaz de cuisine, des tarifs de l'eau et de l'énergie et des transports publics. Le récent réajustement des prix de Petrobras [19% pour l'essence, 25% pour le diesel], résultat de la politique de prix du gouvernement, a eu des effets sur l'alimentation et le transport, avec un impact immédiat sur des catégories telles que les livreurs, les chauffeurs dépendant des plateformes et les conducteurEs de camions.

Face à l'inflation et aux attaques des gouvernements et des entreprises, la classe ouvrière a réagi en multipliant les grèves dans tout le pays. Le 1^{er} avril, une nouvelle grève nationale des livreursEs devrait commencer, après des initiatives dans plusieurs villes, comme Recife et Rio de Janeiro.

En ce moment, des secteurs professionnels à l'échelle nationale sont en grève, comme les travailleurEs de l'INSS (Institut national de la sécurité sociale) et de la Banque centrale, au moment même où la fonction publique fédérale progresse dans la mobilisation unifiée pour une augmentation de salaire, un sujet qui suscite également des luttes dans plusieurs villes, comme São José dos Campos (São Paulo).

Le secteur de l'éducation a été au premier plan des grèves, avec des mouvements comme celui de Teresina, avec plus de 50 jours d'arrêt, à Belo Horizonte (Minas Gerais) et dans l'État de Goiás. Ces luttes vont de pair avec la revendication d'application la loi de 2008, avec ses modifications, sur le salaire de base du corps enseignant.

Dans le secteur des transports, les routiers ont bloqué la circulation dans l'État du Maranhão, à Teresina et à Rio de Janeiro. Une importante grève des travailleurEs du métro a lieu actuellement à Belo Horizonte, contre la privatisation du métro.

Unifier les luttes et construire un 9 avril fort

Il n'est pas possible d'attendre des mesures efficaces du gouvernement ou du Congrès national. Ses mesures, peu nombreuses et limitées, visent à créer des conditions favorables à Bolsonaro pour la bataille électorale. Les grèves dans tout le pays montrent que la seule solution est la mobilisation, notre capacité à résister et à aller de l'avant. En ce moment, il est nécessaire d'unifier les grèves et les luttes qui ont lieu, en cherchant des initiatives communes et aussi la solidarité face à la répression et aux possibles mesures d'isolement numérique. C'est ce qui s'est produit dans plusieurs endroits, comme à Piauí, où les travailleurEs municipaux, les travailleurEs de l'enseignement public et les chauffeurEs de bus en grève ont mené une action unifiée.

De plus, toutes ces grèves et mobilisations devraient se cumuler et confluer le 9 avril, date appelée par la campagne nationale «Fora Bolsonaro» comme journée nationale de mobilisation «**BOLSONARO NUNCA MAIS! Contre l'augmentation des prix du carburant et de l'essence! Non à la faim et au chômage!**». Le développement d'une solide journée de lutte et d'arrêts de travail est fondamental tant pour le succès des grèves en cours que pour progresser dans l'affrontement avec le gouvernement. Les exemples des récentes huées des jeunes et des artistes montrent la croissance de la désapprobation du gouvernement et l'urgence de son départ. Le 9 avril, nous descendrons dans la rue, contre l'inflation, pour un Petrobras appartenant aux BrésilienEs et pour montrer à la majorité du peuple que la faute incombe à Bolsonaro.

Éditorial d'Esquerda Online, traduction À l'Encontre

ÉTATS-UNIS Les travailleurEs gagnent un syndicat chez Amazon : comment ont-ils et elles fait?

Les travailleurEs d'un énorme entrepôt d'Amazon à New York ont voté la semaine dernière pour adhérer à un syndicat indépendant. C'est le premier établissement d'Amazon aux États-Unis à être syndiqué.

Ravis de leur succès, ils et elles ont fêté cela au champagne. Pourtant, bien qu'il s'agisse d'une merveilleuse réussite, leur victoire soulève de nombreuses questions importantes. Comment ces travailleurEs ont-ils et elles réussi? Que se passera-t-il ensuite pour ces travailleurEs? Sera-t-il désormais plus facile de syndiquer d'autres entrepôts Amazon et, à terme, l'ensemble de l'entreprise? Cette victoire représente-t-elle le début d'une nouvelle ère pour les travailleurEs américains?

Une victoire substantielle pour les salariéEs

L'action des salariéEs du site de Staten Island était animée par Chris Smalls, un travailleur d'Amazon qui avait été licencié après avoir mené un débrayage sur le site le 30 mars 2020 en raison de l'incapacité de l'entreprise à fournir des informations et une protection aux travailleurEs pendant la pandémie de Covid. Small et un groupe de collègues ont formé un syndicat indépendant, l'Amazon Labor Union, puis se sont organisés en discutant directement des problèmes de l'entreprise avec les autres employéEs, blancs, noirs et latinos. La direction d'Amazon a, elle, organisé une petite armée de superviseurs, d'avocats et de cadres de l'entreprise pour tenter de faire échouer cet effort, en essayant à la fois d'intimider les travailleurs et de les convaincre. Mais lorsque le National Labor Relations Board des États-Unis (agence gouvernementale chargée de superviser les élections syndicales) a annoncé les résultats de l'élection de représentation le 1^{er} avril, il était clair que les salariéEs avaient



choisi d'avoir un syndicat par un vote de 2654 contre 2131 (sur un total de 8325 travailleurEs qui avaient le droit de voter). Il s'agit d'une victoire substantielle (55%-45%), une victoire sur un mastodonte.

Amazon, fondée par Jeff Bezos en 1994, alors principalement comme vendeur de livres électroniques, est devenue l'une des plus grandes entreprises du pays, un conglomérat qui possède la chaîne d'épicerie Whole Foods ainsi que les films Amazon Prime. En 2021, son chiffre d'affaires total s'est élevé à 469 milliards de dollars et son bénéfice net à 33,36 milliards de dollars, ce qui en fait la deuxième plus grande entreprise US après Walmart. Amazon compte environ 1,1 million d'employéEs, dont beaucoup sont des magasinierEs. Aux États-Unis, l'entreprise possède plus de 100 «fulfillment centers», comme elle appelle ses entrepôts et ses installations de distribution. L'implantation d'un syndicat chez Amazon aujourd'hui

est, d'une certaine façon, équivalente aux actions des travailleurEs pour s'organiser dans les entreprises automobiles General Motors, Ford et Chrysler dans les années 1930 : un effort pour donner aux salariéEs un levier pour lutter contre l'une des entreprises les plus riches et les plus puissantes du pays.

Un syndicat venu d'en bas

Il semble y avoir là une leçon à tirer pour le mouvement syndical étatsunien. Au cours des dernières années, les Teamsters, l'Union des travailleurs de l'alimentation et du commerce, et l'Union des détaillants, grossistes et grands magasins, c'est-à-dire certains des plus grands syndicats du pays avec des millions de dollars dans leurs trésoreries et employant des centaines de membres, ont tenté d'organiser les établissements d'Amazon et ont échoué. Dans l'entrepôt de Staten Island, les travailleurEs se sont organisés eux-mêmes et elles-mêmes,

ont collecté des fonds par le biais d'un site GoFundMe, ont voté pour un syndicat qu'ils et elles avaient créé eux-mêmes et qui est dirigé par des collègues qu'ils et elles connaissent et respectent – tout comme les ouvrierEs de l'automobile dans les années 1930. La question est de savoir si ces travailleurEs vont maintenant s'affilier à l'un des grands syndicats bureaucratiques pour obtenir le soutien nécessaire à l'obtention d'un premier contrat collectif.

Les revendications du syndicat Amazon Labor Union comprennent une augmentation des salaires de 18,25 à 30 dollars de l'heure, une plus grande sécurité de l'emploi pour empêcher l'entreprise de les licencier, le droit d'avoir leurs téléphones portables sur le lieu de travail et des navettes pour les travailleurEs ayant de longs trajets à effectuer. Maintenant que les travailleurEs ont obtenu la reconnaissance syndicale, ils et elles devront obtenir d'Amazon un premier contrat syndical. La loi exige des entreprises qu'elles négocient de bonne foi, mais elles retardent ou sabotent souvent les négociations dans l'espoir d'épuiser le syndicat et de s'en débarrasser à terme.

Les travailleurEs d'Amazon devront-ils et elles faire grève pour obtenir un contrat? Et seront-ils et elles prêts à le faire? Que signifie cette victoire pour l'avenir du mouvement ouvrier? Nous ne le savons pas encore, mais peut-être est-ce le début d'une nouvelle période pour le mouvement ouvrier étatsunien, basée sur l'organisation de la base par les travailleurEs eux-mêmes et elles-mêmes.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

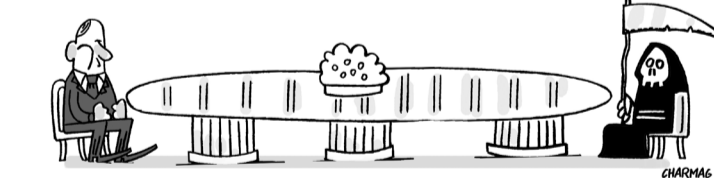
RUSSIE Arrestations massives, brutalités policières, censure

Le site OVD Info a publié un long document (33 pages) sur la répression des actions contre la guerre en Russie. Ci-dessous des extraits de la traduction du résumé publié sur leur site.

Au cours des deux premières semaines et demie de guerre en Ukraine et de répression des actions de protestation contre elle, 14 906 personnes ont été arrêtées en Russie dans plus d'une centaine de villes. On compte au moins 170 mineurEs parmi les personnes interpellées [le 2 avril, OVD Info indique que 15 392 personnes ont été arrêtées].

«Opération spéciale»

Au moment des arrestations, puis, ensuite, dans les locaux de la police, les agents des forces de l'ordre ont eu recours à la force : des gens ont été poussés à terre, jetés sur les trottoirs, matraqués, étouffés, frappés au ventre, frappés au visage et dans les yeux, on leur a tapé la tête contre les murs, tordu les bras et fait des clefs de bras. De nombreux témoignages en provenance de Saint-Petersbourg font état de recours à des pistolets à impulsion électrique (taser). À 39 reprises au moins, des personnes ont dû quitter les postes de police en ambulance et être hospitalisées. Les personnes interpellées sont victimes d'actes



d'intimidation et de torture de la part des policiers, elles sont accusées de haute trahison, menacées de poursuites pénales pour extrémisme et terrorisme, ou encore menacées de violences sexuelles. Dans les postes de police, on confisque les téléphones portables ; on exige des prévenus qu'ils livrent la liste de ceux de leurs contacts qui sont eux aussi contre l'«opération spéciale» ; sans la moindre justification légale, on relève les empreintes digitales, on photographie, on prélève des échantillons d'ADN et on soumet à des interrogatoires. Les personnes interpellées de nationalité étrangère intéressent tout particulièrement les policiers : elles sont menacées de reconduite à la frontière, soumises à des interrogatoires supplémentaires, menés parfois par des représentants du FSB.

Dispositifs législatifs répressifs

Les arrestations massives lors des manifestations contre la guerre sont menées parallèlement aux procès des personnes interpellées lors des manifestations et de celles qui sont arrêtées après les faits grâce au système de reconnaissance faciale. Le plus souvent, ce dont on accuse les prévenus est la violation des règles d'organisation ou de participation à un événement public, le refus d'obtempérer à un ordre légitime émanant des forces de police, ainsi que le manquement aux restrictions liées au coronavirus. À la date du 11 mars, on recense au moins 7 828 procédures administratives motivées par l'article 20.2 du Code sur les infractions administratives. De même, au 8 mars, on a relevé dans

15 villes au moins l'application contre des manifestantEs du nouvel article «*Sur les actions publiques visant à discréditer le recours aux forces armées de la Fédération de Russie pour défendre les intérêts de la Fédération de Russie et de ses citoyens, et pour maintenir la paix et la sécurité internationales*». Les autorités adoptent de nouvelles lois visant à établir ou à renforcer la responsabilité pour toutes les formes de diffusion d'informations indésirables. Entre autres, des peines ont été introduites contre des personnes diffusant publiquement des informations considérées comme trompeuses sur le recours aux forces armées de la Russie, des informations visant à discréditer le recours aux forces armées de la Russie, notamment par des appels à des actions publiques non déclarées, ou bien des informations appelant à mettre en œuvre des sanctions contre la Russie. À mesure que se renforce la pression sur les médias indépendants, la propagande prend de nouvelles proportions : des cours spéciaux sont organisés dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur, lors desquels on explique les raisons de l'«opération spéciale» en Ukraine ; on organise des manifestations de soutien à l'armée russe ; des symboles militaristes se multiplient dans les établissements publics ou proches de l'État.

Article publié sur le site OVD Info, traduction du russe faite par le site OVD Info.

La colonisation a façonné les économies africaines pour satisfaire les besoins des métropoles. C'est donc une économie d'exportation des matières premières, pétrole, uranium, grumes (tronc de bois coupé) ou de cultures, cacao, café, coton, caoutchouc... qui est développée au détriment des cultures vivrières.

Une responsabilité historique

Une fois les indépendances acquises dans les années 1960, ce système a perduré et s'est inscrit dans la division internationale du travail. L'Afrique est maintenue dans son rôle de pourvoyeuse de matières premières dont la transformation, qui permet la création de valeur, reste le privilège des pays riches. Pour prendre un exemple, une grume aura moins de valeur que des planches polies issues de cette dernière, et elles-mêmes seront de valeur moindre qu'un meuble en bois. De même le Nigeria, un des premiers exportateurs de pétrole brut, ne possède que quatre raffineries totalement insuffisantes pour sa propre consommation. La Côte d'Ivoire, de loin le premier exportateur de cacao, est dotée d'une unique entreprise de transformation. Elle date seulement de 2015 et est... française.

Comme chaque pays africain est largement tourné vers les pays riches, il n'y a pas eu la création d'un marché régional. Ainsi sur la période 2015-2017, le commerce intrarégional était de 47% pour le continent américain, 61% pour l'Asie, 67% pour l'Europe et seulement 15% pour l'Afrique. D'où l'importance de défendre des revendications rompant avec la logique capitaliste. Il s'agit de la dénonciation des accords de partenariat économique (APE) qui maintiennent le Continent sous la dépendance, tout comme le Franc CFA, l'abolition des dettes pour arrêter la saignée des capitaux vers les pays riches ou l'arrêt des pillages des multinationales qui ont un effet délétère tant sur l'économie que sur l'environnement.

INTERNATIONALISME Un anticapitalisme également aux couleurs de l'Afrique

Le peu de fois où l'Afrique surgit dans le débat électoral en France, c'est pour, côté extrême droite, insulter la diaspora africaine, cf. les sorties immondes de Zemmour sur les Sénégalais, ou pour la droite, l'évoquer sous l'angle de l'immigration. Quant aux candidats qui se réclament de la gauche, on évoque la solidarité et l'aide au développement. La question de la responsabilité du système capitaliste dans le maintien de la domination du Continent est rarement soulevée.



Le service après-vente

Ce système peut perdurer par la complicité des élites africaines qui sont en place et pour certaines depuis la décolonisation. C'est le cas pour la dynastie Gnassingbé au Togo ou de Biya au Cameroun qui a exercé des fonctions gouvernementales dès l'indépendance avant d'être président par un coup d'État. Le deal est simple les gouvernements français successifs protègent ces élites corrompues qui, en échange, maintiennent le système et laissent les multinationales piller leur pays.

C'est la particularité de l'impérialisme français qui s'apparente à une sorte de service après-vente pour les pouvoirs en place. Les quelques dirigeants africains qui s'y sont opposés ont été éliminés, Sylvanus Olympio au Togo, Patrice Lumumba au Congo, Thomas Sankara au Burkina Faso. Les décolonisations ont toutes emprunté le chemin tracé par la France. Celles qui s'en sont écartées l'ont payé durement. C'est le cas de la Guinée, victime d'un véritable sabotage économique, ou de la guerre menée par l'armée française qui

n'hésitera pas à utiliser le napalm contre la guérilla menée par l'Union des peuples du Cameroun.

Il y a donc une nécessité à exiger le départ des troupes françaises du Continent et la fin de la coopération militaire avec les dictatures. Faut-il rappeler l'implication de la France dans le génocide des Tutsis au Rwanda? Autre exigence d'importance, le refus de toutes les interventions militaires qui est loin d'être un réflexe parmi les partis de gauche. En effet, aucune voix à l'Assemblée nationale ne s'est opposée à l'opération Serval au Mali en 2013.

Certes le capitalisme français perd du terrain en Afrique comme ailleurs, au profit d'autres compétiteurs tels la Chine, certains pays européens ou des économies émergentes comme l'Inde ou la Turquie. Cet affaiblissement ne signifie pas la fin de l'impérialisme français en Afrique et son rôle de gendarme sur le Continent. Le nombre d'interventions récentes depuis le début de ce siècle le démontre. 2002 Opération Licorne en Côte d'Ivoire, avec des militaires français tirant sur une manifestation faisant plus d'une cinquantaine de morts, 2011 intervention en Libye déstabilisant toute la région, début 2013 le Mali, fin 2013 la Centrafrique et actuellement le Burkina Faso et le Niger. Il faut saisir toutes les occasions pour faire émerger une opposition résolue et conséquente à cette politique, alors ne manquons pas celle du 10 avril 2022.

Paul Martial



WIKIMEDIA COMMONS

AUTOMOBILE Renault et la guerre en Ukraine

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Luca de Meo, le directeur général de Renault marche sur des œufs.

Sommé comme la plupart des grands groupes occidentaux de se désengager de Russie – Renault a même été directement dénoncé par le président ukrainien Volodymyr Zelenski comme un des « sponsors de la machine de la guerre russe » durant son intervention devant le Parlement français – le groupe est en effet très bien placé sur le marché russe grâce à AvtoVAZ. Le hic, c'est que le partenaire clé de Renault en Russie n'est autre que Rostec, un conglomérat géant qui est le bras armé du régime de Poutine dans l'économie russe et qui est visé depuis 2014 par les sanctions économiques occidentales du fait de son rôle dans l'occupation de la Crimée et du Donbass. Pire encore le dirigeant de Rostec n'est autre que Sergueï Tchemezov, un ancien du KGB et un des principaux associés du président russe.

Jusqu'à-là, ces fréquentations douteuses n'avaient jamais trop dérangé les cadres dirigeants de Renault qui sont habitués de longue date à frayer avec des dictatures ou des régimes policiers proposant une main-d'œuvre bon marché, comme en Turquie ou au Maroc par exemple. Carlos Ghosn, l'ancien PDG de Renault, se vantait même carrément, lui, d'entretenir des « relations amicales » avec Poutine dont la responsabilité dans les massacres en Tchétchénie ou en Syrie était déjà écrasante.

Les Meo pour le dire

Cette fois la pression s'est avérée trop forte et après de nombreuses contorsions, Renault a finalement annoncé la suspension des activités de l'usine Renault de Moscou (celle de AvtoVAZ à Togliati étant suspendue jusqu'au 24 avril suite aux ruptures d'approvisionnement). Comme l'a constaté De Meo avec dépit dans une intervention vidéo interne : « Renault est dans une situation complexe qui affecte les bénéfices et les ventes ». De fait, à cause de la guerre, la capitalisation boursière du groupe a fondu de 40% en un mois... Et si la situation semble partie pour durer, la direction de Renault semble, elle, bien décidée à garder toutes les options ouvertes pour continuer ses fructueuses affaires avec le régime poutinien. À tel point que lorsque la com' interne du groupe évoque le conflit c'est toujours sous le terme vague de « crise ukrainienne », histoire de ne pas fâcher ses associés russes.

Mais ce verbiage cynique de De Meo a beaucoup choqué en interne, comme en témoigne les vagues de critiques de la part des salariéEs français, mais aussi roumains ou parfois russes, dans la rubrique des commentaires du site... que Renault a préféré fermer devant la virulence des protestations ! Parallèlement d'autres salariéEs ont témoigné de leur solidarité avec leurs collègues russes, touchés par la mise au chômage technique, les sanctions occidentales et la répression de la dictature.

Should I stay or should I go?

C'est que comme partout, beaucoup de salariéEs de Renault sont révoltés par l'invasion de l'Ukraine et cherchent à se rendre utiles pour venir en aide aux réfugiés qui affluent en Europe, et discutent entre eux de l'opportunité de maintenir les activités du groupe en Russie. Partir pour ne pas contribuer au pouvoir économique de la dictature poutinienne ? Rester pour ne pas abandonner les 45 000 salariéEs du groupe en Russie ?

S'il n'existe pas de solution satisfaisante sur une planète livrée tout entière à la guerre et à l'exploitation, où aucun pays ne peut se targuer d'être plus respectable que son voisin, ces discussions spontanées entre les travailleurEs de Renault montre au moins que, malgré la guerre et les propagandes adverses, il existe toujours la possibilité de faire émerger une conscience internationaliste.

Correspondant

GUERRE EN UKRAINE La diplomatie turque, l'Otan et la gauche

Avec l'organisation des pourparlers entre les parties belligérantes à Istanbul, le président Erdogan a finalement réussi à s'ériger en médiateur dans le conflit russo-ukrainien.

Tout d'abord avec le Forum diplomatique d'Antalya du 10 mars auquel ont participé les ministres des Affaires étrangères des deux pays puis, la semaine dernière, en accueillant les délégations russes et ukrainiennes à Istanbul, le président turc a su profiter de l'« opportunité » qu'a offerte cette guerre pour restaurer son image au niveau international.

Une sinieuse politique étrangère

En effet, Ankara, membre de l'Otan depuis 1952 et possédant la deuxième plus grande armée en son sein, a suivi lors de ces dernières années une politique étrangère agressive, expansionniste et qui se voulait « indépendante » dans ses relations internationales, notamment vis-à-vis des puissances impérialistes occidentales. Le principal point de rupture avait été le rapprochement militaire avec la Russie à travers l'acquisition par Ankara du système de défense aérienne russe S400 en 2017-2018 (incompatible

avec les systèmes de l'Otan). Ce tournant dans la politique étrangère avait été engagé après la tentative de coup d'État de 2016 – jugée être soutenue par les États-Unis – et l'alliance de Washington avec les forces kurdes en Syrie du Nord dans la lutte contre l'État islamique.

Après plusieurs années de tensions multilatérales – avec quasiment tous ses voisins et les grandes puissances occidentales – et d'interventions militaires hors frontières (en Syrie et en Libye), Erdogan, faisant face à une profonde crise économique et un mécontentement populaire (65 grèves sauvages lors des deux premiers mois de 2022), tente depuis plusieurs mois de se repositionner au niveau international. Sans rompre avec Moscou (dont il est dépendant énergétiquement), Ankara essaye ainsi de se rapprocher du bloc occidental et, dans la foulée, se réconcilie avec les Émirats arabes et Israël pour sortir de son isolement et redresser son économie. Dans ce contexte, l'invasion de l'Ukraine

par la Russie offre ainsi à Erdogan la possibilité de faire montre de ses prouesses d'équilibriste et d'effectuer son tournant diplomatique. Le fait qu'Ankara ait des relations économiques et militaires avec les deux pays est à son avantage et il a tout à gagner à ce que la guerre ne prenne pas une tournure « mondiale » avec l'implication de l'Otan qui le forcerait à clarifier ses positions et à agir avec ce dernier.

Rejet de la « guerre impérialiste »

Toutefois si l'invasion russe n'est certes pas acceptée et n'est pas perçue comme légitime dans la société, il n'y a eu aucune manifestation massive de solidarité avec le peuple ukrainien ou même plus vaguement de mobilisation anti-guerre qui rassemblerait plusieurs milliers de personnes. Cependant des démonstrations beaucoup plus modestes ont été organisées par la gauche radicale dans plusieurs villes. L'invasion russe étant bien entendu dénoncée, c'est le rejet

d'une « guerre impérialiste » entre la Russie et l'Otan, au détriment des peuples – et notamment du peuple ukrainien – qui ressort dans ces prises de position, dont l'une des principales revendications est la sortie de la Turquie de l'Otan. Rappelons que l'Otan a été à l'origine en Turquie de la formation d'un département « d'opération spéciale » au sein de l'État à partir des années 1950, en lien avec les milices d'extrême droite, active dans la répression de la gauche et du mouvement ouvrier pendant plusieurs décennies. Donc l'Otan n'est pas seulement une question d'alignement internationale impérialiste pour la gauche en Turquie, mais concerne surtout la mémoire de nombres de massacres et d'assassinats locaux. La question de soutenir ou non les livraisons d'armes par les États de l'Otan à l'Ukraine est ainsi totalement absente du débat stratégique, tandis que par exemple l'arrêt de la vente de drones Bayraktar TB2 – efficaces semble-t-il dans les combats – à l'État ukrainien a pu être réclamé même si cette revendication n'a pas été généralement retenue. Si l'on ne peut pas parler de « poutinisme » pour le gros de la gauche radicale, il est cependant clair que le fait de ne pas se retrouver dans le même camp que l'impérialisme occidental et son bras militaire reste un impératif dans ses prises de position.

À Istanbul, Uraz Aydin



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L'histoire s'accélère. Pandémie, crise climatique, inégalités, guerres, montée de l'extrême droite... Ces catastrophes sont les conséquences d'un système, le capitalisme.

Macron, le président des riches, n'a cessé de nous attaquer. Suppression de l'ISF, répression des Gilets jaunes, gestion calamiteuse de la pandémie, offensive contre les services publics et nos droits sociaux... Il restera le président qui aura systématiquement placé nos vies après les profits.

À droite de Macron, Pécresse court après l'extrême droite raciste, sexiste et nationaliste, qui cherche à nous diviser, alors que nous avons besoin de nous regrouper contre la voracité des dominants.

Comme tous les cinq ans, les promesses électorales de changer la vie pleuvent. Comment y croire alors que tous refusent de s'en prendre au pouvoir d'une minorité à contrôler l'économie et l'administration de la société?

Avec Philippe Poutou, renversons la table! Mettons les capitalistes hors d'état de nuire!

Incompatible avec ce système, notre programme répond à une logique: donner le pouvoir à celles et ceux qui travaillent, à la jeunesse, à la majorité de la population, afin que les richesses créées servent à construire une société nouvelle, une alternative au capitalisme. Il s'agit de donner les moyens à chacun-e de satisfaire ses besoins mais aussi de s'émanciper dans une société plus démocratique, où la solidarité prendra le pas sur les égoïsmes.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

PRENDRE LE CONTRÔLE DE L'ÉCONOMIE

Nous voulons rompre avec la loi du marché, organiser l'économie pour satisfaire les besoins de la population.

- ➔ **Expropriation des grandes entreprises**, à commencer par l'industrie pharmaceutique et l'énergie
- ➔ **Monopole public bancaire** pour contrôler le crédit et les investissements
- ➔ **Levée des brevets sur les vaccins et les traitements**
- ➔ **Création d'un million d'emplois publics**, dont 100 000 pour l'hôpital et 200 000 pour le 4^e âge, expropriation des EHPAD privés

RÉPONDRE À L'URGENCE ÉCOLOGIQUE

Nous voulons planifier démocratiquement l'économie pour préserver la planète et la biodiversité face à la crise climatique.

- ➔ **Plan de sobriété énergétique.** Développement des énergies renouvelables. Arrêt du nucléaire et des énergies fossiles en 10 ans. Arrêt des productions inutiles.
- ➔ **Fin de l'élevage industriel**, maltraitant pour les animaux et les salarié-e-s. Objectif 100% bio, développement des circuits courts.
- ➔ **Moratoire sur les dettes des agriculteurs-trices.** Fonds public pour l'achat de foncier afin d'installer de jeunes agriculteurs-trices, en coopérative.



BIEN VIVRE, AVEC UN EMPLOI ET UN SALAIRE DÉCENTS

Nous voulons travailler moins pour travailler toutes et tous en profitant de la vie sociale, culturelle, sportive...

- ➔ **SMIC à 1800 euros net.** Indexation des revenus sur les prix.
- ➔ **Revenu d'autonomie pour les jeunes** de 18 à 25 ans (75% du SMIC)
- ➔ **Semaine de 32 h** sur quatre jours, vers les 28 h
- ➔ **Retraite à 60 ans**, 55 ans pour les travaux pénibles
- ➔ **Développement et gratuité des transports** en commun
- ➔ **Application de la loi de réquisition** des logements vacants

CONTRE L'ÉTAT AUTORITAIRE, UNE DÉMOCRATIE RÉELLE

Nous voulons abolir la 5^e République, pour une République sociale du monde du travail.

- ➔ **Proportionnelle intégrale** à toutes les élections. Droit de vote à 16 ans.
- ➔ **Assemblées au travail** pour contrôler le pouvoir des patrons et des administrations, et sur les lieux de vie pour décider de l'organisation de nos quartiers, de nos communes
- ➔ **Indemnités d'élue-plafonnées** au salaire médian. Révocabilité des élu-e-s.
- ➔ **Désarmement de la police** au contact de la population. Abrogation des lois sécuritaires.
- ➔ **Légalisation** du cannabis
- ➔ **Généralisation des alternatives à la prison**

EN FINIR AVEC LE RACISME, LE SEXISME, LES LGBTIPHOBIES, LE VALIDISME

Nous voulons une société solidaire et sans frontière, qui accueille tou-te-s les migrant-e-s

- ➔ **Liberté de circulation et d'installation**
- ➔ **Abrogation des lois racistes** et islamophobes
- ➔ **Droit de vote pour les étranger-e-s** résidant en France

Nous voulons l'égalité des droits, et des moyens pour en finir avec les violences contre les femmes et les personnes LGBTI.

- ➔ **Égalité des salaires** entre femmes et hommes
- ➔ **Centres IVG et maternités partout sur le territoire.** Allongement du délai légal de l'IVG.
- ➔ **Remboursement à 100% par la Sécu des parcours de transition pour les personnes trans.** Changement d'état civil sur simple demande.

Nous voulons une société inclusive pour les personnes en situation de handicap.

- ➔ **Fin des discriminations (emploi, logements, transports, scolarité)**
- ➔ **Des moyens pour un service public du handicap** et le recrutement de personnels formés
- ➔ **Déconjugalisation et revalorisation de l'AAH** à hauteur du SMIC



LE CAPITALISME, C'EST LA GUERRE. SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

L'agression militaire de Poutine contre l'Ukraine nous rappelle que la concurrence entre puissances capitalistes pour l'accaparement des ressources et le contrôle de nouveaux marchés, c'est aussi la guerre. Nous sommes solidaires de la résistance du peuple ukrainien qui subit cette guerre, et des Russes qui se lèvent contre Poutine. De la Syrie au Yémen, du Kurdistan à la Palestine, nous sommes du côté des peuples, pour leur droit à décider de leur destin indépendamment des intérêts impérialistes. L'inverse de Macron qui autorise les ventes d'armes françaises à des dictatures.

Contre les discours chauvins et va-t-en-guerre, nous sommes pour la coopération entre les peuples.

- ➔ **Arrêt des ventes d'armes françaises.** Démantèlement du complexe militaro-industriel
- ➔ **Refus de toute «armée européenne».** Sortie de l'OTAN. Fin de la Françafrique
- ➔ **Rupture avec les traités européens antidémocratiques**
- ➔ **Droit à l'autodétermination pour tous les peuples,** y compris dans les territoires français

Ma candidature, celle d'un ouvrier licencié qui s'est battu contre la fermeture de son usine, n'a rien à voir avec celle des politiciens professionnels. Ceux-là ne nous ressemblent pas : ils vivent de la politique et voudraient que la population ne participe pas aux décisions.

Je m'adresse à celles et ceux qui refusent que d'autres décident à leur place, qui veulent se faire entendre et prendre leurs affaires en main. Pour en finir avec un système capitaliste injuste, qui provoque toujours plus de guerres, d'inégalités, de catastrophes écologiques, de violences.

Nous ne supportons pas que les ultra-riches volent le fruit de notre travail. Nous ne supportons plus les murs qui s'érigent entre les peuples. Nous ne supportons plus la répression judiciaire et les violences policières contre celles et ceux qui relèvent la tête.

Avec ma candidature, nous voulons incarner, avec vous, la nécessité de s'affronter à ce système et de nous organiser pour le faire, afin de construire une société où règne la justice sociale, pour l'émancipation de toutes et tous.

PHILIPPE POUTOU



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

REPRENDRE CE QU'ILS NOUS ONT VOLÉ, PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN

Malgré la pandémie, les profits du CAC 40 se sont élevés à 137 milliards d'euros en 2021. Les cinq premières fortunes de France ont doublé en deux ans. Les richesses sont nombreuses. Elles sont le fruit de notre travail, nous devons les récupérer.

Les choix économiques sont dictés par la recherche des profits. Nous voulons instaurer une autre organisation économique et sociale qui parte des besoins sociaux et écologiques pour décider démocratiquement de ce que l'on produit et comment.

Une victoire électorale ne suffira pas, car les capitalistes, qui détiennent le pouvoir économique et les rênes de l'État, ne se laisseront pas faire. Il nous faudra imposer le changement par une mobilisation d'ensemble sur les lieux de vie et de travail pour constituer une force capable de révolutionner la société.

Cela commence dès aujourd'hui, en nous organisant, en nous regroupant. Nous avons besoin de reconstruire une gauche de combat, une force anticapitaliste large, capable de rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent changer radicalement ce système.

- ➔ **Vous ne voulez plus des politiques antisociales et autoritaires de Macron ?**
- ➔ **Vous rejetez l'extrême droite de Le Pen et Zemmour et la droite extrême de Pécresse ?**
- ➔ **Vous voulez une gauche de combat, antiraciste, féministe, écologiste et internationaliste ?**
- ➔ **Vous pensez que « voter utile », c'est voter pour vos idées ?**

Faites-vous entendre en votant pour un ouvrier licencié, un candidat anticapitaliste

- ➔ **Pour porter la voix des luttes collectives**
- ➔ **Pour l'espoir d'un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation et des oppressions**



LE 10 AVRIL, VOTONS POUR L'UN D'ENTRE NOUS,

VOTONS PHILIPPE POUTOU!

POUTOU2022.ORG **PHILIPPE POUTOU**

PRESTATIONS SOCIALES

Une hausse en trompe-l'œil



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Les prestations sociales ne vont augmenter que de 1,8% en 2022, malgré le nouveau record d'inflation à 4,5% annoncé par l'Insee.

Le RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH), les allocations familiales ou encore la prime d'activité ne vont pas même rattraper la moitié de la hausse des prix qui a eu lieu depuis un an. Il s'agit donc bel et bien d'une baisse drastique de pouvoir d'achat pour ces prestations. Comme si ce n'était pas déjà assez de galère de vivre avec moins de 600 euros par mois au RSA, ou avec les 900 euros de l'AAH parce que les patrons rechignent à embaucher des travailleurEs handicapés.

Choisir entre se chauffer ou remplir le frigo

La revalorisation des prestations sociales se base sur un calcul d'apothicaire prévu dans le Code de la sécurité sociale, qui permet de ne répercuter l'inflation qu'avec retard. Entre temps, ceux qui dépendent des allocations, privés d'emploi ou dont le salaire ne suffit pas pour vivre, subissent de plein fouet les hausses de prix. Il faut alors choisir entre se chauffer ou remplir le frigo. Macron s'était scandalisé du « pognon de dingue » consacré à des minima sociaux qui ne permettent pas de sortir de la pauvreté. Mais ce n'est pas la pauvreté qu'il a combattu durant son quinquennat, ce sont les pauvres eux et elles-mêmes, sans cesse sommés de se justifier. La promesse de faire travailler 15 à 20 heures par semaine les allocataires du RSA, sans le salaire qui va avec, suit la même logique. Il s'agit de faire croire que les pauvres sont responsables de leur propre misère. Personne ne devrait vivre avec moins de 1 800 euros net par mois, quelle que soit sa situation. D'autant que les revenus de misère imposés aux plus précaires sont une arme du patronat pour imposer des salaires au rabais à tous les travailleurEs à coup de chantage à l'emploi. La lutte d'ensemble pour de vraies hausses des salaires, des retraites et des minima sociaux devient chaque jour plus urgente.

Maurice Spitz

SAM DECAZEVILLE Pas de pause dans les attaques, pas de pause dans la résistance

Une exception parmi toutes les résistances aux mauvais coups, le collectif de lutte agréant depuis des années touTEs les salariéEs autour du seul syndicat présent dans l'usine, la CGT, ne s'est pas disloqué après les lettres de licenciement reçues.

Quelques espoirs demeurent

Alors qu'une nouvelle activité de sous-traitance automobile semble maintenant exclue, un espoir d'obtenir des contreparties aux licenciements demeure. Même le préfet avait reconnu que la revendication d'indemnités supra légales était légitime, tout en précisant bien sûr que ce n'était pas sa responsabilité mais celle de Renault. Et Renault est devenu depuis la liquidation de l'usine complètement absent. Pas l'ombre d'un début de contact ! Il subsiste aussi l'espoir d'une reprise du site, machines et salariéEs, par des investisseurs en capacité de produire aussi pour d'autres filières que l'automobile. C'est la région Occitanie présidée par la PS Carole Delga, relayée sur place par le conseiller régional du PCF allié dans sa majorité, qui entretient cet espoir ténu. Tout en précisant que rien de concret ne pourrait être fourni avant plusieurs mois et sans s'engager sur le nombre de salariéEs repris. Pendant ce temps, les mandataires liquidateurs, c'est leur nom officiel, rôdent pour faire valoir les intérêts des créanciers sans oublier le leur car il faut bien que ces sinistres personnages se paient grassement. Et ils n'ont cessé depuis des semaines d'avancer chaque fois davantage leurs positions avec l'aide active des pouvoirs publics. Le 25 janvier ils avaient déjà obtenu la levée par les grévistes du blocage de la route départementale, mis en place deux mois auparavant aux abords de l'usine. Plus significative a été l'obtention le 17 mars, par les mandataires liquidateurs, de l'arrêt du fonctionnement des fours à fusion de l'usine. C'est au nom de la

Le 29 mars, un tribunal réuni à Rodez a ordonné aux anciens et anciennes salariéEs de la SAM l'évacuation de leur usine au plus tard le 5 avril à 14 heures. Mais les salariéEs ont décidé en assemblée générale réunie à plus de 200 l'après-midi de l'annonce de la décision de ne pas la respecter. L'occupation, démarrée le 22 novembre 2021 et poursuivie sans discontinuer, se poursuit.



DR

préservation de l'outil de travail que ces fours avaient été maintenus à 650 degrés pour conserver en état de fusion les près de 20 tonnes d'aluminium présents dans l'usine. Le prétexte avancé auprès du préfet par les liquidateurs était que cela coûtait trop cher en électricité !

Indignation générale

Et bien sûr, cela ne leur a pas suffi. C'est l'évacuation pure et simple de l'usine qu'ils voulaient, ce qu'ils viennent d'obtenir du tribunal de Rodez. Pas de doute, l'évacuation a pour but de permettre le plus vite possible la vente des machines et bâtiments pour rembourser

dettes et créanciers. Une leçon de choses en vraie grandeur : la propriété privée avant l'emploi et des possibilités même ténues de reprise.

Dans le bassin de Decazeville, c'est l'indignation générale. La résistance de la SAM tient parce qu'il y a un soutien de la population autour. Dans un bassin d'une dizaine de milliers d'habitantEs, les rassemblements qui se tiennent autour de l'usine une ou deux fois par mois réunissent chaque fois plus de deux mille participantEs. Il faut noter l'engagement très concret de la Confédération Paysanne affirmant son soutien « à ses camarades ouvriers ; seuls nous ne pouvons rien, unis nous pouvons tout ! »

Tous les éluEs, à l'exception de la députée LREM, font part de leur opposition même si cela va de pair avec une violente dénonciation de la CGT par le candidat RN

aux législatives. Les mandataires liquidateurs ont cru nécessaire de publier un communiqué où ils pleurnichent contre ces élus qui « remettent en cause une décision de justice et justifient une occupation illicite. »

Le rassemblement du mardi 5 avril devant la SAM devait exprimer une démonstration massive de soutien à la poursuite de l'occupation et au refus d'appliquer cette décision de justice inique. Cette menace d'évacuation intervient à moins d'une semaine de l'élection présidentielle. Quelle fin pour ce premier mandat de Macron ! Il avait commencé en 2017 en affrontant les grévistes du sous-traitant automobile GM&S à La Souterraine qui menaçaient de tout faire péter. Il termine donc par la SAM.

Oui, il n'y a pas d'autre moyen pour faire valoir nos droits que la lutte et la résistance collectives.

Correspondants NPA auto-critique

LES NÔTRES

Roger Véron

Notre ami Roger Véron, natif du Nord, ancien ingénieur à EDF, est décédé le 15 février à l'âge de 88 ans.

Il a été un syndicaliste actif de la CGT EDF à Paris puis au Centre de recherches de Chatou (78) où il a fortement développé les activités culturelles du Comité d'entreprise. Il y a participé aux luttes contre la guerre d'Algérie, contre le pouvoir gaulliste, en soutien à la grève des mineurs de 1963, contre la guerre du Vietnam, etc. Dans les années 1960, il a été un membre actif du PCI. Proche de Michel Lequenne, il militait simultanément

avec lui au PSU. Il a été élu membre de la direction de ce parti au congrès de 1963.

Pendant les événements de mai-juin 68, il a tout naturellement été en pointe pour l'occupation du site de Chatou et l'extension de la grève aux autres entreprises du secteur de Sartrouville.

Il a terminé sa carrière professionnelle à Clamart (92).

Souvent avec son épouse Monique (très engagée dans le mouvement féministe, notamment au Planning familial), il a participé à de multiples luttes. Dans les Yvelines puis à Nanterre à partir de 1984, il a animé diverses initiatives comme l'Observatoire international des prisons, le Comité Juquin, le Collectif contre la

guerre du Golfe, le lancement d'AC ! et d'ATTAC, le soutien au Collectif 92 des Sans-papiers, le groupe Agir et débattre à Nanterre et son prolongement « Théâtre Action ». Il relayait l'information de multiples groupes et publications comme le GISTI, Amnesty, Sortir du nucléaire, *Siné mensuel* ou *CQFD*. Une fois retraité, il avait rejoint Solidaires.

Proche de la LCR puis du NPA, il tenait à figurer en queue de leur liste aux municipales. Sur la fin de sa vie, fidèle lecteur de *Fakir*, il avait suivi Ruffin à La France insoumise, mais il lisait toujours attentivement *l'Anticapitaliste*, l'hebdomadaire comme le mensuel. Nous assurons Monique, leur fils et leurs petits-enfants de toute notre sympathie.

PRISON

Liberté pour Florian, en grève de la faim depuis le 27 février !

Le 8 décembre 2020 un coup de filet d'envergure nationale s'abattait sur plusieurs militantEs de l'hexagone désignéEs « d'ultra gauche ». Ils ont d'abord été neuf interpelléEs, sept sont restéEs emprisonnéEs de nombreux mois et sont sortiEs mais restent encore sous contrôle judiciaire. Florian, quant à lui, est toujours incarcéré de manière préventive (comme plus de 30% des détenuEs).

RAFFINERIES

Total Donges (44) : grève contre la précarité

Fin janvier, Philippe Poutou était invité à venir soutenir la grève des salariés, roumains en majorité, contre un patron véreux d'une boîte sous-traitante. Par la suite, deux délégués CGT ont reçu un avertissement. Fabien, délégué central, a entamé le 24 février une grève de la faim – pendant 15 jours – pour faire respecter le droit du travail. Le 28 mars, ce sont l'ensemble des salariés qui sont entrés dans l'action. David, de la section syndicale CGT, fait le point.

La raffinerie de Donges sort d'un arrêt pour maintenance, bientôt prêt à redémarrer, l'outil de travail va être plus que jamais nécessaire pour répondre aux besoins économique et sociaux des populations en France et en Europe, à l'heure où la guerre fait rage en Ukraine. Depuis 10 ans, la CGT répète qu'il est nécessaire pour des raisons environnementales de raffiner en France, en respectant les normes européennes, plutôt que d'importer des produits d'Inde, d'Arabie saoudite ou de Russie. En même temps qu'elle dénonce les fermetures de raffineries françaises qui ne sont pas en adéquation avec la baisse de consommation pour préserver notre souveraineté en cas de crise... Aujourd'hui la crise est là !

« Les équipes de 3 x 8 sont massivement entrées en grève »

Il est donc indispensable de redémarrer Donges. Mais pas dans n'importe quelles conditions... Aujourd'hui, les remplacements sur les postes structurels sont gérés (quand ils sont gérés) par des travailleurs précaires dont



le nombre ne cesse d'augmenter encore aujourd'hui au sein de la raffinerie. Travailleurs précaires remplacés à leur tour par d'autres travailleurs précaires, induisant une perte de qualification au sein de l'usine et donc de savoir-faire et d'expérience, ce qui est inacceptable en matière de sécurité sur un site classé Seveso. Les travailleurs postés ont donc débuté une grève le lundi 28 mars à 13 heures, bien conscients que seul le rapport de forces par la grève peut permettre de se faire entendre par une direction qui multiplie les provocations et

reste sourde à tout compromis raisonnable. Alors qu'un taux de grévistes de 80 % était atteint à la relève, la direction a refusé de délivrer les consignes mettant sur pause le démarrage des unités et a pris en otage les travailleurs en quart du matin en les maintenant à l'intérieur du site ! Ces salariés composant les effectifs minimums liés à la sécurité ne pouvaient donc pas quitter leur poste de travail mais indiquaient craindre pour leur sécurité ainsi que celle de leurs collègues voire de la population environnante compte tenu

de leur grande fatigue physique et mentale. Ce n'est qu'à minuit, sous la pression des grévistes des quarts de l'après-midi et de nuit, après de nombreux droits de retrait exercés par les salariés en poste depuis 5 heures du matin et un danger grave et imminent inscrit au registre par un élu CGT, que la direction a enfin inscrit des consignes prenant en considération le mouvement de grève en cours. Depuis, les équipes de 3 x 8 sont massivement entrées en grève, certains salariés à la journée ou en 2 x 8 ont rejoint cet appel dont le but premier est de retrouver des conditions de travail optimales sur le site pour son redémarrage. Exploiter en sécurité et sereinement leur outil de travail aujourd'hui et dans l'avenir, avec du personnel qualifié, reconnu et en nombre suffisant, voilà la priorité des grévistes ! Seule l'unité des travailleurs et de leurs représentants peut faire bouger les lignes face à une direction qui n'a comme seule boussole la réduction des coûts pour faire remonter toujours plus de cash aux actionnaires !

CORSE **Le peuple corse plus mobilisé que jamais pour ses droits**

En moins d'un mois, c'est la troisième mobilisation populaire de grande ampleur qui s'est déroulée en Corse dimanche 3 avril à Ajaccio.

Des milliers de personnes ont répondu présent sur trois mots d'ordre : justice et vérité pour Yvan Colonna, libération des prisonniers politiques, reconnaissance du peuple corse.

Une nouvelle génération

La jeunesse a une fois de plus exprimé sa radicalité face aux manœuvres préélectorales des Darmanin et Macron qui soufflent le chaud et le froid sur la question de l'autonomie de la Corse, tout en continuant à nier l'existence même du peuple corse. Pèse également sur les consciences le sentiment que les conditions dans lesquelles



Yvan Colonna a été assassiné sont loin d'être claires. De très violents affrontements se sont donc déroulés aux abords de la préfecture de région d'Ajaccio, pendant plusieurs heures.

Au même moment, à 17 h 30 des jeunes assiégeaient à nouveau la caserne de CRS de Furiani où des heurts se sont également produits. Il faut savoir que, depuis un mois, rare sont les soirées où

les jeunes insulaires n'affrontent pas les CRS et les gendarmes mobiles aux abords des préfectures. Ces rassemblements spontanés vont de 100 à parfois plusieurs centaines de personnes. Ce mouvement de fond ne doit pas être sous-dimensionné dans tout le mal-être et le ras-le-bol qu'il exprime. Cette génération s'est soulevée et n'a plus rien à perdre face au rouleau compresseur colonialiste et capitaliste en Corse. La seule perspective qui pourrait ramener l'apaisement en Corse est un débouché politique sur des bases claires, à court terme une autonomie législative pour le peuple corse. Viendra ensuite la question du contenu en termes de projet de société, question centrale à laquelle le mouvement social rejoindra la jeunesse sur des revendications populaires immédiates (emploi, logement, formation, salaires, etc.).

A Manca

SYNDICALISME **Un congrès CGT de la fédération santé action sociale animé**

La semaine dernière se tenait le 13^e congrès de la fédération santé action sociale, première fédération CGT par son nombre d'adhérentEs, avec 460 déléguésEs.

Occasion de débattre, après la pandémie qui a accéléré la dégradation des conditions de travail dans le secteur et durant laquelle les luttes n'ont pas cessé.

Sanction à la direction sortante

De nombreux et nombreuses déléguésEs ont dénoncé la direction fédérale, engluée dans le « dialogue social », dans l'incapacité d'apporter des perspectives aux mobilisations. Des reproches sur le fait que le mouvement des Gilets jaunes a été dénigré alors que de nombreuses femmes du secteur, de la CGT ou non, plus durement frappées par la crise, y participaient. Des critiques sur l'absence de politique par rapport aux nombreux collectifs de santé, regroupant des salariéEs révoltés par la situation et ne trouvant pas de réponse dans la fédération. Ne passent pas non plus les 19 000 salariéEs suspendus sans réaction de la fédération (sauf sur le terrain juridique) alors que des équipes militantes, à la base, ont organisé des manifestations pour les contester.

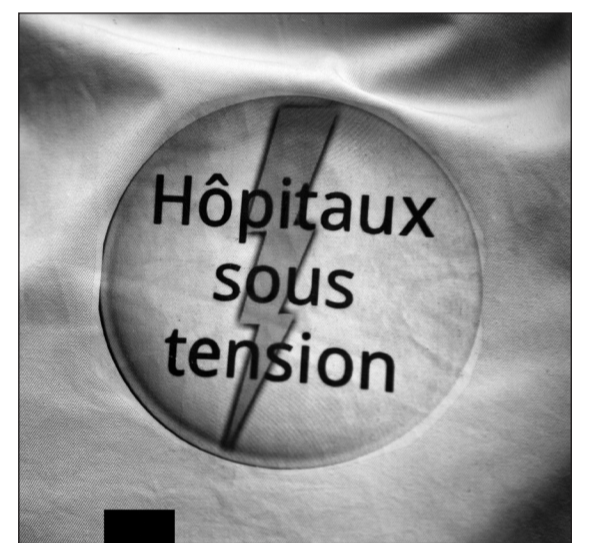


PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

La guerre en Ukraine a également suscité débats et discussions.

Le rapport d'activité n'a été adopté qu'à 46,92% (66,5% en 2018), avec 41,04% contre et 12,04% abstentions. Le document d'orientation a été adopté à 85,06%, 13,1% contre et 1,84% abstentions, en intégrant de nombreux amendements, le rendant plus offensif. Des points absents sur le texte ont largement été débattus : la nécessité de sortir du syndicalisme rassemblé de dialogue social, de reprendre le chemin de la lutte de classe, de prendre le contrôle des établissements comme pendant la pandémie. Une sanction à la direction sortante et un avertissement à la nouvelle.

Des déléguésEs du NPA au congrès

son statut de détenu particulièrement surveillé lui vaut d'être à l'isolement depuis 15 mois ! Chef d'inculpation : « association de malfaiteurs à caractère terroriste » dont la cible, totalement hypothétique, aurait été les forces de l'ordre. Ce chef d'inculpation, né en 1996, et qui n'a fait que se durcir depuis sa création, peut en effet recouvrir aussi bien des faits que des intentions. Mais comment se défendre quand il n'y a ni plainte, ni victime, ni crime ou délit à l'origine de l'enquête ? Comment se défendre quand on est accusé d'intentions ?

15 mois d'acharnement

Depuis le 27 février dernier, Florian tente de reprendre prise sur sa vie et, si cela peut sembler paradoxal, c'est en entamant une grève de la faim qu'il décide

de continuer à résister et à réclamer la fin de son incarcération, dans l'attente d'un hypothétique procès. 15 mois d'isolement ! Pouvons-nous seulement imaginer ? Non nous ne le pouvons pas. 15 mois que les familles et les comités de soutien interpellent des organisations de défense des droits humains (Amnesty International, Ligue des droits de l'homme), des organisations politiques, syndicales, des journalistes. Quinze mois et tellement peu d'écho, hormis une tribune publiée récemment sur plusieurs médias. 15 mois que l'État s'acharne et torture ce camarade. « Torture blanche », c'est ainsi que la commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) qualifie l'isolement de longue durée qui peut être imposé aux personnes incarcérées. Le Conseil de l'Europe demande que cette mesure ne soit utilisée qu'à titre exceptionnel, que

sa durée soit la plus courte possible, avec des voies de recours effectives.

Florian, combattant du Rojava

Florian est un camarade, anarchiste et internationaliste, et c'est bien ce qui lui est reproché par ce gouvernement, par cet État tortionnaire ! Comme bien d'autres, connus, comme Georges Ibrahim Adballah, ou anonymes, Florian est un prisonnier politique. À travers eux, c'est la répression de l'État qui s'exerce sur nos luttes et sur nos vies. Internationaliste, il est parti combattre l'État islamique, au Rojava, au côté des Unités de Défense du Peuple (YPG). Il n'en faut pas plus à la DGSI pour fantasmer et imaginer le futur « meneur » de potentielles actions violentes sur le territoire français, pour le fichier S, pour le mettre sur écoute, pour regrouper des

indices aussi éloquentes que des parties d'air soft, la possession d'eau oxygénée, quelques mots anti-flics captés sur écoutes téléphoniques. Florian, c'est aussi un militant des causes antifascistes et antiracistes, il fait aussi partie de celles et ceux qui se sont engagés auprès des personnes exilées à Calais.

La grève de la faim

Il est aujourd'hui hospitalisé et son isolement a été levé « provisoirement ». L'État qui a refusé, jour après jour, de lever son isolement, a attendu qu'il soit hospitalisé avant de réagir. Comme il a attendu l'agression mortelle contre Yvan Colonna pour accepter son rapprochement. Entendons-nous bien, ce n'est pas une mesure de clémence : l'État laisse croupir et mourir en prison. L'État ne bronche pas quand les prisonniers

s'auto-mutilent, commencent une grève de la faim, se suicident, meurent « accidentellement » ou pas. Chaque année 1500 détenus font une grève de la faim. Pendant ce temps la santé de Florian se dégrade. Le 4 avril, c'était son anniversaire et les comités de soutien aux inculpés du 8 décembre appelaient à se mobiliser largement et à réclamer sa libération. Philippe Poutou et Olivier Besancenot ont signé la pétition en soutien à Florian et aux autres inculpés, signons-la, toutes et tous, massivement ! Rejoignons les différents comités de soutien et les actions qu'ils mettent en place. Luttons contre l'acharnement carcéral, contre la répression des luttes, pour l'abolition des quartiers d'isolement, des mitards, des CRA et de toutes les prisons. Liberté pour Libre Flot !

Anna Ralebolle



Agenda

Judi 7 avril, réunion publique du NPA jeunes en soutien à la candidature de Philippe Poutou, Metz université.

À 12 h 30, amphi Reitel, UFR SHS, campus du Saulcy.

Judi 7 avril, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Toulouse. Concert à 19 h, meeting à 20 h, salle Mermoz, 7, allée Gabriel-Biénès.

Vendredi 8 avril, réunions publiques du NPA avec Philippe Poutou, Grenoble. À 12 h 30, meeting sur le campus (Tram arrêt Bu), à 19 h, meeting Alpes Congrès (Tram A, arrêt Pôle Sud).

l'Anticapitaliste la revue
Le n°133 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

#Poutou2022

600 à Rennes : encore trop plein, encore trop bien !



Le 30 mars, Philippe Poutou s'est rendu à Rennes. Un succès !

Oui ça fait plaisir ! Oui ça fait du bien ! Quand on a dû assister à l'intervention policière du matin pour fermer un gymnase qui accueillait des dizaines de migrantEs (relogésEs, mais pour combien de temps ?), entendre cette salle qui reprend nos slogans de manif pour la « *so-so-solidarité avec les exiléEs du monde entier* », ça fait chaud au cœur. C'est aussi une manière de donner corps à notre affirmation : un meeting de Philippe Poutou, c'est aussi un moment de lutte ! Et ce soir, c'est un succès, résultat du travail acharné des militantEs du comité de campagne qui ont multiplié le distributions et liquidé le stock d'affiches de toute l'Ille-et-Vilaine !

Nos luttes !

Les invitéEs, dans un meeting du NPA, c'est une part de notre identité politique ! Ce soir du 30 mars, « journée de la terre », l'intervention de Dominique portait sur la Palestine, sur la situation d'apartheid colonial que subit le peuple palestinien, sur notre solidarité et la nécessaire campagne BDS, mais aussi sur les campagnes de cueillettes d'olives, portées par l'AFPS locale,

qui devraient reprendre en 2022. Joëlle, qui lui a succédé à la tribune, a raconté l'expérience de l'Étonnant voyage (de Rennes à Saint-Malo à pied, caravane conjointe de précaires françaisEs et exiléEs) ainsi que de la fin de la trêve hivernale, de l'enfer du mal-logement. Thalia est intervenue quant à elle pour brosser un tableau très vivant des luttes et des revendications féministes et LGBTI du point de vue d'une jeune militante du NPA, face à un auditoire jeune, très jeune et très enthousiaste !

Notre programme...

Philippe a alors déroulé une intervention très fluide que la salle a suivie jusqu'au bout avec une grande attention, mais aussi en réagissant à ses propos (comme un meeting interactif !). Le discours a fait mouche, face à ces centaines de personnes, dont on ne peut être sûrs qu'elles et ils vont voter le 10 avril, et peut-être pas pour la candidature du NPA, mais dont on peut dire à coup sûr qu'ils et elles sont acquisEs au contenu de notre discours, et dont on peut espérer que nous les retrouverons dans les luttes, dans la rue, pour gagner !

CorrespondantEs

En images

Samedi 2 avril, salle comble lors du meeting de Philippe Poutou au Cirque d'Hiver à Paris.



Photos PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

#Poutou2022

Plus de 400 personnes pour Poutou à Tours !

Le 1^{er} avril, Tours n'aura pas dérogé à la règle des meetings de Philippe ces dernières semaines : il aurait fallu pousser les murs de la salle pour faire rentrer tout le monde !

Entre 350 et 400 personnes ont pu rentrer, dont de très nombreux et nombreuses jeunes, et une bonne cinquantaine sont restées dehors, hélas. Auparavant Philippe a échangé durant près d'une heure avec des salariéEs de la santé (CHU de Tours, CH de Chinon...) et des travailleurEs du social.

Interventions d'ouverture

Après une intervention de Claude, ouvrant la soirée par un hommage à notre camarade Alain Krivine, David a présenté la tribune et les différentEs intervenantEs.

Lisa, étudiante, a pointé la question du montant des droits universitaires, mais aussi les difficultés de la jeunesse en général face à la précarité et aux difficultés de logement, ainsi que la nécessité d'un revenu minimum pour toutes et tous les jeunes.

Zaza, militante féministe, a rappelé les combats féministes toujours nécessaires, contre cette



société patriarcale et ses conséquences pour les femmes, tant au niveau du travail que de la sphère publique ou privée. Son intervention a permis à la salle de reprendre, à plusieurs reprises, les slogans de nos manifs.

Anita, infirmière de nuit au CHU de Tours, syndicaliste, a fait le point sur la situation des établissements publics de santé et sur les

politiques menées délibérément depuis des années par les différents gouvernements (fermetures de lits, suppressions de postes, etc.) qui ont abouti à cette situation catastrophique, politique qui continue malgré la pandémie.

Enfin Laurent, travailleur social, a porté la parole du Collectif du travail social 37, dénonçant également cette politique de casse,

d'austérité, de marchandisation, de mise en concurrence et d'évolution des métiers vers toujours plus de contrôle social dans un contexte d'offensive réactionnaire.

Une vraie réussite

Puis Philippe a fait le tour des questions tant nationales qu'internationales, de nos thèmes de campagne, en déployant les réponses du NPA sur toutes les questions de l'heure, de la guerre menée par l'impérialisme russe de Poutine contre l'Ukraine jusqu'à la question du vote utile à la présidentielle en France.

Longuement applaudi par une salle jeune et enthousiaste, le meeting s'est terminé par l'Internationale et une prise de rendez-vous pour la journée du 1^{er} mai.

Philippe devant rentrer directement sur Paris dans la foulée, il n'y a pas eu de débat formel avec la salle. Mais de nombreux et nombreuses participantEs ont pu échanger convivialement avec Philippe avant son départ et de nombreux contacts ont été pris. Pour conclure : une vraie réussite !

Correspondant

Essai

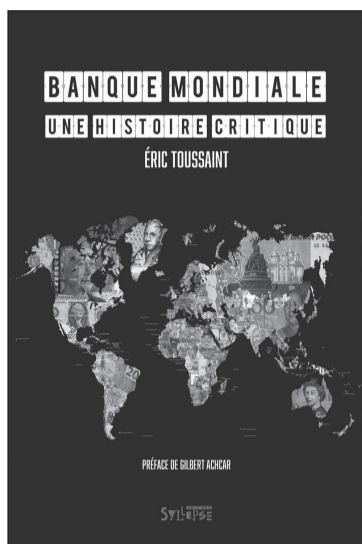
Banque mondiale: une histoire critique, d'Éric Toussaint

Éditions Syllepse, 536 pages, 25 euros.

Le livre d'Éric Toussaint constitue une analyse fortement étayée et détaillée de l'histoire de la Banque mondiale et de son action.

«Banque internationale pour la reconstruction et le développement»

L'auteur rappelle le contexte dans lequel ont été créés la Banque mondiale et son «jumeau», le FMI: les États-Unis sont sortis considérablement renforcés de la Seconde Guerre mondiale, politiquement et économiquement, mais leur industrie a besoin de débouchés et les dirigeants étatsuniens veulent éviter que l'économie mondiale ne plonge dans une dépression comme celle des années 1930 (ce qui pourrait ébranler le nouvel ordre mondial que l'impérialisme veut ériger face à l'URSS). Pour cela, il faut fournir aux autres pays les moyens d'acheter des produits US en leur prêtant les fonds nécessaires. Ce sera le rôle, outre de crédits directement consentis par les États-Unis, de la nouvelle Banque internationale pour la reconstruction et le développement (dénomination officielle de la Banque mondiale) créée en décembre 1945. Les droits de vote à la Banque mondiale et au FMI ne sont pas également répartis mais assurent



l'hégémonie étatsunienne. Par ailleurs, le président de la Banque est toujours un Américain. À travers plusieurs exemples, Éric Toussaint montre comment les décisions de prêts de la Banque mondiale sont largement déterminées par le gouvernement US qui utilise en fait la Banque pour soutenir ceux qu'ils considèrent comme étant de bons partenaires des USA ou pour punir les «mauvais».

Le piège de l'endettement

Au départ, l'action de la Banque était essentiellement tournée vers

la reconstruction de l'Europe ravagée par la guerre, centre des préoccupations américaines (les États-Unis lançant par ailleurs le plan Marshall). C'est la révolution chinoise en 1949 qui amènera les États-Unis et donc la Banque à se préoccuper des pays «en développement» (PED). Les prêts accordés par la Banque aux PED ont eu pour objectif fondamental le renforcement de leur capacité à exporter matières premières, combustibles et produits tropicaux. Par ailleurs, l'essentiel de l'argent prêté repart vers les pays industrialisés en achat de biens et services.

Le modèle économique que la Banque mondiale promeut auprès des «pays en développement» depuis les années 1960 met l'accent sur la nécessité pour eux de recevoir des capitaux étrangers ce qui correspond à l'objectif essentiel de la Banque et des États-Unis: les confiner à un mode de développement conforme aux normes capitalistes. Et les enferme à la longue dans un «piège de l'endettement» très rentable pour les créanciers. Le début des années 2000 voit émerger une série de débats attisés par des mouvements populaires dans les pays en développement contre les «plans d'ajustement structurel» et leurs conséquences pour les couches populaires. Il en

résulte un ravalement de façade du discours de la Banque. Mais, les principes ultra-libéraux continuent en fait de gouverner sa politique. Plus récemment, tout en prétendant contribuer à la lutte contre le changement climatique, la Banque continue de subventionner des projets de développement d'énergies fossiles.

En conclusion, Éric Toussaint plaide, outre l'abolition des «dettes odieuses», pour une nouvelle architecture internationale, démocratique et favorable à un développement socialement juste et respectueux de la nature, mais cela ne se fera pas sans que des luttes majeures mettent fin à l'ordre économique mondial actuel.

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:
 Lundi : 14 h - 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h - 20 h

Série

Occupied, d'Erik Skjoldbjærg

Scénario: Jo Nesbø (celui des polars). Disponible en intégralité en replay sur arte.tv jusqu'en décembre 2022.

« La Russie occupe la Norvège avec l'assentiment de l'UE pour s'approprier son pétrole. Face à cette occupation "douce", citoyens et politiques norvégiens doivent faire un choix: résister ou collaborer? » (Arte)

Une brûlante actualité

Un pays producteur de pétrole. Face au défi climatique, le parti écologiste inscrit dans son programme la fin de l'exploitation des hydrocarbures. Ce parti, sur ce programme, obtient la majorité. Un Premier ministre écolo (non, ce n'est pas Y. Jadø!) est donc nommé par le roi (eh oui, la Norvège est une monarchie...) et, contrairement à ce que peuvent imaginer des électeurs français, celui-ci tient ses promesses et ferme le robinet.



La Russie intervient militairement et prend le contrôle des installations pétrolières et gazières de la Norvège... Précision intéressante, le commanditaire de l'opération est l'Union européenne, qui ne peut se passer des hydrocarbures norvégiens.

Cas de conscience...

Que faire? Résister, collaborer, trouver une troisième voie? Il est confortable de penser que dans une telle situation, l'unE ou l'autre, toi, moi, aura les idées claires. Il est aussi très facile de comprendre le nœud qui se resserre dans le cerveau des personnages principaux, dès lors que l'on s'abandonne à un peu d'empathie, voire de complaisance (ce qui, avouons-le, est souvent le sort des amateurEs de série). Mais ce n'est pas si simple... Le processus commun, l'identification à un héros positif, devient alors une épreuve... Le «bon» est-il celle ou celui qui va tout faire pour sauver la paix ou celle ou celui qui va vouloir sauver l'intégrité territoriale de son pays?

... et suspense!

Le cadre étant posé, la série peut s'écouler comme il convient de le faire, entretenant diverses strates de suspense, nous conduisant à nous reconnaître successivement dans des personnages contradictoires (qui est le ou la terroriste, qui est la ou le résistantE?), sans grande certitude d'ailleurs, une fois intégrée la règle de base: la politique et la morale peuvent entrer en collision sous l'effet de la réalité géo-socio-politique. Et comme il s'agit d'une série scandinave, les femmes et les «minorités visibles» ont toute leur place dans l'intrigue. Et comme il s'agit d'une série scandinave, la neige, le froid et la musique (puissante) se répondent pour établir une atmosphère inquiétante et boréale.

Un bon moment à passer, pour finir la soirée, en revenant de l'ultime collage ou de la dernière dif de la campagne du premier tour...

Claude Moro

Cinéma

De nos frères blessés, d'Héliel Cisterne

Film français, 1h35, sorti le 23 mars.

Loin de l'illusion des rencontres des mémoires comme le voudrait Emmanuel Macron, le film *De nos frères blessés* nous replonge, 60 ans plus tard, dans la guerre d'Algérie aux faits incontournables, insoutenables.

Au Clos Salembier, un quartier des hauteurs d'Alger, vit Fernand Iveton, ouvrier tourneur à l'EGA, compagnie de gaz et d'électricité. C'est un militant actif du PCA, le Parti communiste algérien, délégué syndical de la CGT, puis de l'USTA, Union syndicale des travailleurs algériens; il rejoint les Combattants de la Liberté puis, en juillet 1955, après l'accord du PCA et du FLN, il devient membre du FLN.

Sa détermination se nourrit de l'atrocité de la guerre que subit le peuple algérien. Il mène une vie de famille qu'il aime avec sa femme d'origine polonaise, Hélène Ksiasek, et son fils, dans cette Algérie si attachante, belle et déchirée avec ses troupes en armes qui sillonnent villes et campagnes. Comment aider le peuple algérien, comment faire savoir ce qui se passe dans le pays? Lui et les militantEs qui l'entourent, Algériens et Français, ne peuvent que répondre à la violence par la violence. Fernand Iveton accepte de mener une action à condition qu'elle ne cause pas de mort. Ce sera déposer

une bombe sur son lieu de travail, loin du personnel, pour causer une interruption d'électricité. Ce qu'il fait dans un local isolé.

Par précaution, plus tard, il retourne sur place, et se fait surprendre par un vigile. Tout s'enchaîne très vite dans ce monde colonial en guerre.

Justice coloniale

Prison avec les Algériens, violence et tortures, procès face à un tribunal d'exception militaire, les seuls qui existent en ce monde en guerre. Fernand Iveton, lui le communiste engagé depuis toujours, se retrouve tout seul face à la barbarie coloniale. Il est condamné à mort le 24 novembre 1956. Sans soutien local possible, il est livré à ce monde qu'il voulait dénoncer. Le PCF, aux mieux l'ignore, au pire refuse la participation d'un avocat communiste compétent pour défendre Fernand Iveton qui n'obtient que deux avocats commis d'office, Charles Laïnné et Albert Smadja, face à ce tribunal militaire. Ces derniers tentent d'obtenir la grâce de René Coty, président de la République, mais le garde des sceaux François Mitterrand s'y oppose comme le président du



Conseil Guy Mollet. Les représentants du Parti communiste français et du Parti socialiste vont au bout de leur opposition à la lutte du peuple algérien.

Fernand Iveton est guillotiné le 11 février 1957, en même temps que Mohamed Lakhnèche et Ali Ben Khiair Ouennoun. Ils font partie des 198 guillotines de la Guerre

d'Algérie, parmi lesquels le seul Français est Fernand Iveton.

Un an plus tard, en mars 1958, Jean-Paul Sartre dénonce, dans la revue *Les Temps Modernes*, sous le titre «*Nous sommes tous des assassins*», la mort de Fernand Iveton par la guillotine... elle qui fut brûlée par la Commune, le 6 mai 1871. Emmanuel Roblès écrit, en 1959, *Plaidoyer pour un rebelle*. Il faut ensuite attendre 1996 pour que Jean-Luc Einaudi écrive «*Pour l'exemple, l'affaire Fernand Iveton: l'enquête*». Et Joseph Andras en 2016, d'où est tiré le film d'Héliel Cisterne en 2022: *De nos frères blessés*.

Un film à voir, et à faire voir, pour commencer à comprendre ce que fut la guerre d'Algérie. C'est un film qui rend compte de toutes les dimensions d'un engagement militant aux côtés d'un peuple colonisé. Barbarie coloniale, répression et raisons de lutter ne connaissent pas les frontières.

Michèle Villanueva*

* Auteure de l'Écharde, *Chronique d'une mémoire d'Algérie*, Maurice Nadeau, 1992.

TURQUIE « Nous avons toujours privilégié la construction d'initiatives unitaires »

Entretien. La section turque de la Quatrième Internationale, *Sosyalist Demokrasi için Yeniyol* [Cours nouveau pour une démocratie socialiste] a décidé de rejoindre le Parti Ouvrier de Turquie (TIP). Nous reproduisons ci-dessous l'entretien conduit par le site-info de TIP, *İleri* (En Avant) avec notre camarade **Uraz Aydın**, aujourd'hui membre de « l'assemblée du parti », l'instance de direction du TIP, élu lors de la conférence nationale des 29-30 janvier 2022.

Provenant d'une autre tradition politique, vous avez décidé de continuer votre combat dans le TIP. Comment s'est déroulé votre processus d'adhésion, comment avez-vous été accueillis ?

Nous avons déjà milité avec des camarades du TIP à diverses occasions. Déjà dans le Parti socialiste unifié (BSP) de 1994, puis dans le Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP) ; dans le Mouvement unifié de juin formé à la suite de la révolte de Gezi, ensuite dans la plateforme de soutien au HDP « *Le Palais s'effondrera, Le Peuple vaincra* » à l'occasion des élections de novembre 2015, et dans la Coordination unifiée du travail dans le but de former des assemblées ouvrières dans les usines en 2017. Depuis plus d'un an, nous sommes aussi engagés ensemble avec quelques autres courants révolutionnaires dans « *Solidarités des travailleurs urbains* » en vue d'organiser les secteurs les plus précaires du tertiaire.

Nous avons toujours privilégié la construction d'initiatives unitaires, et tenté qu'elles prennent un caractère permanent avec la perspective qu'elles débouchent sur la formation d'entités politiques. Nous sommes obligés de chercher les moyens de combattre ensemble, sans bien entendu oublier ce qui nous sépare au niveau des divergences stratégiques dans l'histoire du mouvement ouvrier international, mais sans non plus en faire des frontières indépassables. Nous ne défendons pas ceci par fétichisme de l'unité mais parce que nous pensons que la gauche radicale a besoin d'une recombinaison pluraliste afin de contribuer à la construction d'un parti révolutionnaire de masse qui s'enracinerait au sein des masses laborieuses et deviendrait un acteur déterminant dans la lutte de classe. C'est ce que nous avons tenté de faire dans le BSP, dans l'ÖDP et aujourd'hui dans le TIP. Donc ce n'est pas parce que nous abandonnons une quelconque partie de notre héritage et de nos objectifs, mais c'est justement parce que le TIP correspond à notre perspective de construction organisationnelle que nous le rejoignons.

Peu de temps après votre adhésion au TIP, la Conférence préparatoire du « Congrès d'intervention » s'est tenue. Le processus du congrès s'est achevé le 13 février. La délégation de la conférence a lancé un appel au public : « Venez, prenez en main le destin de notre pays ». Quelle était la signification de cette conférence selon vous ?

Je pense que nos camarades qui ont été impliqués dans la construction du parti depuis le tout début l'apprécieraient mieux, mais en tant que quelqu'un qui a suivi avec intérêt l'évolution du parti, je l'ai vu comme une conférence où le TIP a réorganisé sa structure organisationnelle et sa stratégie politique selon un tournant politique qui sera probablement très tumultueux. Pour faire référence à



son nom, on pourrait peut-être la désigner comme une conférence au cours de laquelle un parti tendant à être un foyer d'attraction pour les travailleurEs et les oppriméEs, a manifesté sa volonté d'intervenir dans l'histoire en fonction des besoins, des revendications et des aspirations de ceux d'en bas. Cependant, outre la question de l'intervention, mon impression de la conférence était qu'elle faisait également partie d'un processus de construction. Le Parti ouvrier de Turquie a réussi à s'imposer en peu de temps, a montré qu'il était candidat à être un acteur agissant dans la lutte des classes et a fait des pas substantiels dans cette direction. Cependant, je suis absolument d'accord avec ce qu'a dit le porte-parole et député du parti Erkan Baş : « *Nous grandissons, il est important de grandir, bien sûr, mais l'essentiel est de s'organiser* ». Par conséquent, à mon avis, cette conférence a souligné l'importance de mener ensemble l'intervention politique et la construction organisationnelle, en ne considérant jamais la construction comme achevée, et en la rendant permanente dans les interventions requises par la conjoncture et, bien sûr, dans les luttes de masse.

Comment pensez-vous que la conférence s'est déroulée ?

Personnellement, j'ai trouvé cela extrêmement enthousiasmant. Tout d'abord, le fait qu'elle ait eu lieu dans des jours où une série de résistances et grèves ouvrières ont surgi les unes après les autres a créé une atmosphère enthousiaste à la conférence. Pour moi, surtout la jeunesse de la délégation était vraiment surprenante. Bien que le TIP se démarque par ses interventions dans la lutte ouvrière, les discours des jeunes féministes, LGBTI+, des défenseurs des droits des personnes handicapées et des militants végétaliens à la tribune et leur volonté d'inclure les revendications de leur combat dans l'agenda du parti était impressionnant. Il valait également la peine de voir l'enthousiasme dans la salle lorsqu'un camarade de la région kurde, un employé d'une société de distribution d'électricité, a adressé ses salutations aux prisonniers politiques et à Selahattin Demirtaş (ex-porte-parole du HDP

emprisonné depuis plus de cinq ans) à la fin de son intervention. J'avais probablement assisté pour la dernière fois à un grand congrès il y a environ 15 ans, celui de l'ÖDP, un parti qui pourrait être considéré comme important (selon nos propres mesures). C'était le congrès d'un parti qui tendait à perdre, voire à amputer son pluralisme, un parti qui préférait se consolider dans les limites d'une affiliation politique unique. C'est un parti pour lequel nous avons travaillé dur pendant de nombreuses années, que nous n'avons pas hésité à critiquer tout en continuant à le construire, et ce fut une expérience vraiment douloureuse. Maintenant, des années plus tard, je viens d'assister à une conférence où un langage complètement différent, même plusieurs langages, était de mise ; certaines luttes, qui étaient encore très faibles à l'époque, se sont exprimées avec confiance en termes de force qu'elles ont acquise, et où la critique et l'autocritique ne manquaient pas. Il était également important pour moi de rencontrer un certain nombre de personnes que je connais de ma génération, du mouvement étudiant des années 1990, ou de différentes luttes et

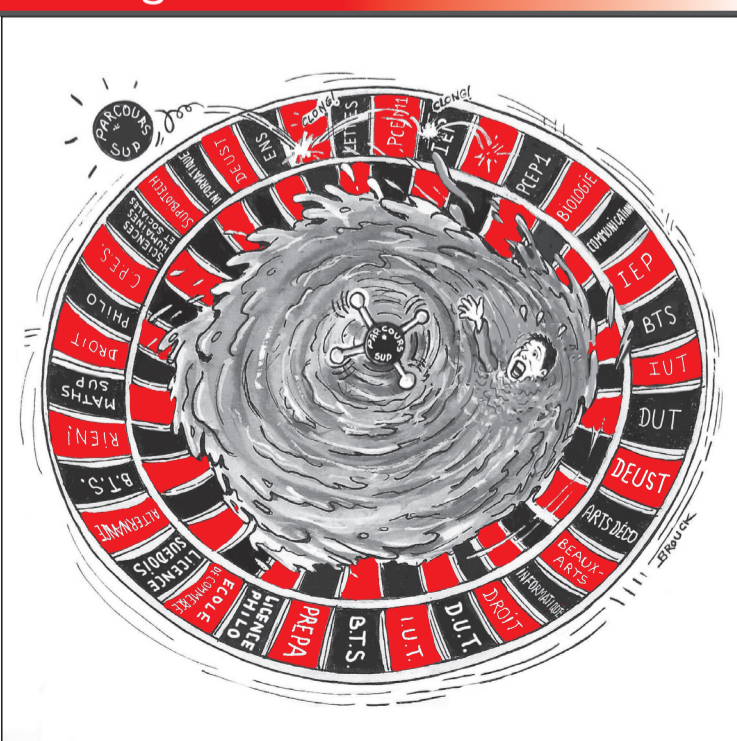
milieux politiques, ici dans les rangs du Parti ouvrier de Turquie.

Que signifient pour vous les résolutions prises à la conférence ?

Bien sûr, il y a une volonté de renverser ce régime et au-delà, de régler ces comptes avec l'ordre du capital, mais il semble qu'il y ait une volonté renforcée du fait d'avoir suscité beaucoup plus d'intérêt que ce qui était espéré lors de la création du parti. Face au soutien dont il bénéficie, venant non seulement d'individus déjà révolutionnaires et issus de différents courants du mouvement socialiste, mais aussi de personnes venant d'autres bords de l'échiquier politique, des ouvriers, des femmes et des jeunes, il tend à ouvrir encore plus ses rangs à la participation. Du moins c'est comme ça que je l'ai vu. Ceci, bien sûr, crée un terrain propice à l'approfondissement d'une culture politique pluraliste. Les dirigeants du TIP expriment depuis un moment qu'ils sont pour une troisième alliance face à celles des deux camps bourgeois, celle d'Erdogan et celle de l'opposition. Il est question d'une alliance populaire qui se formerait avec le HDP et, si possible, avec d'autres partis de la gauche radicale en vue des élections présidentielle et législatives prévus pour 2023. Cette invitation est ici renouvelée et, plus largement, elle est adressée à tous les mouvements sociaux. Je pense que nos camarades députés, bien sûr, avec les efforts de tous les militantEs qui portent le fardeau du parti, ont établi un bon rapport entre le parlement et la rue. Et je suis d'avis que la volonté de porter les acteurEs des diverses luttes sociales à l'assemblée – à travers ses propres listes de candidatEs – est une perspective très cohérente, bien sûr, tant que le lien organique avec la base est préservé et qu'il nourrit les luttes dans la rue.

Propos recueillis par Tugay Candan

L'image de la semaine



Vu ailleurs

JUSTICE POUR AYMAN. Il n'était pas l'homme recherché ; le véritable suspect est toujours en fuite. Le parquet d'Évry le confirme : Ayman, cet habitant de Saint-Florentin touché au visage par un tir de la police mercredi [30 mars] lors d'une interpellation dans une station-service, n'était pas la bonne personne. Hier soir [31 mars], amis, famille et habitants de Saint-Florentin, se sont rassemblés pour exprimer leur colère envers ce qu'ils estiment être une « bavure policière ». « Justice pour Ayman », réclamaient les participants à la marche. Ils étaient entre 100 et 150, selon le comptage de France 3 Bourgogne. Le rassemblement a dérapé lorsque le cortège est arrivé devant la gendarmerie de Saint-Florentin : feux de poubelles, matériel de chantier incendié, obstacles déposés sur la route, projectiles. En face, les forces de l'ordre ont répliqué avec des jets de gaz lacrymogène. Les tensions sont retombées peu avant minuit. La famille d'Ayman précise qu'elle se désolidarise de ces violences. Hier [31 mars], la sœur du jeune homme a confié à France 3 être « triste, choquée et en colère ». Son frère est « défiguré » selon elle, et très marqué psychologiquement. La scène s'est déroulée mercredi [30 mars], à la station-service de l'Intermarché de Saint-Florentin. Vers 17h10, des policiers en civil tentent d'interpeller les occupants d'une Peugeot 208 grise qui fait la queue pour payer après avoir fait le plein. Sur des images de vidéosurveillance, on voit les policiers encercler le véhicule et braquer leurs armes. Le conducteur démarre et prend la fuite. C'est à ce moment-là que les coups de feu sont tirés. Ayman, le conducteur, est touché. Il perd connaissance quelques rues plus loin et est interpellé. Sauf qu'il n'est pas la bonne personne : c'est en réalité l'un des deux passagers que les policiers voulaient arrêter, et cet homme est toujours en fuite. Il est soupçonné de violences sur fond de trafic de stupéfiants. [...]

Lisa Guyenne, « Saint-Florentin : des habitants dénoncent une "bavure", l'homme blessé par un tir de la police n'était pas le bon suspect », France 3 Bourgogne, 1^{er} avril 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	35 €	6 mois	25 €
1 an	70 €	1 an	50 €
Mensuel	25 €	6 mois	20 €
1 an	50 €	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	60 €	6 mois	45 €
1 an	120 €	1 an	90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois	12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
17,5 € par trimestre	12,5 € par trimestre	30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
12,5 € par trimestre	10 € par trimestre	22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org